

TREND

SUBSTANCES PSYCHOACTIVES, USAGERS ET MARCHÉS TENDANCES RÉCENTES À PARIS ET EN ÎLE-DE-FRANCE EN 2022

Résumé/synthèse

En 2022, le site TREND Ile-de-France a poursuivi ses investigations dans l'espace de la marginalité urbaine à Paris, en Seine-Saint-Denis et dans les Hauts-de-Seine, dans les espaces festifs franciliens (principalement la scène techno alternative) et dans les espaces festifs gay et/ou associés au chemsex. Le dispositif poursuit son extension : cette année une enquête exploratoire a été menée dans le département de l'Essonne.

Dans l'espace de la marginalité urbaine, les grandes tendances se poursuivent, les usages de crack, de produits opioïdes et de médicaments détournés de leur usage thérapeutique y occupent une place majeure. Parmi les produits, la prégabaline (Lyrica®) occupe une place croissante, invitant les structures médico-sociales (CSAPA/CAARUD) à adapter leurs stratégies de RdRD et d'accompagnement. Les personnes usagères de drogues (PUD) les plus visibles dans ces espaces sont observées dans le nord-est parisien et autour de la scène ouverte d'Aulnay-Sous-Bois. L'année 2022 a été particulièrement marquée par la scène ouverte de Forceval puis son démantèlement par les forces de l'ordre le 5 octobre 2022. La vente et la consommation de crack y étaient majoritairement implantées avant que des consommations de produits opioïdes y soient à leur tour visibles (Méthadone, Skenan®, Subutex®). Cette scène ouverte a été le théâtre de nombreuses violences (physiques, psychiques, sexuelles) et a largement contribué à dégrader l'état de santé de nombreuses PUD qui la fréquentait. Son démantèlement a entraîné une déstructuration du marché du crack dans l'espace urbain et a imposé à de nombreuses PUD marginalisées une longue période d'errance qui reste à ce jour irrésolue. Parallèlement à cet événement, on observe à Paris une visibilité nouvelle de la consommation de cocaïne sous sa forme chlorhydrate (poudre) par des usagers précaires, notamment du fait de prix bas et de sa disponibilité en petites unités.

Dans les espaces festifs techno, les tendances observées en 2021 se maintiennent également cette année. Depuis la fin de la crise sanitaire, le nombre de soirées franciliennes, tous types de lieux confondus, n'a cessé d'augmenter. Ces soirées sont marquées d'une part par l'influence de la techno berlinoise (décorations industrielles, sons dits « bruts »), et d'autre part par le mouvement des soirées queer qui revendique une identité de genre libre ainsi qu'une attitude libertaire dépassant les codes hétéronormés. Au sein de ces espaces, certains produits poursuivent leur diffusion, notamment la « 3 », la kétamine et, plus à la marge, le GHB/GBL. Depuis le classement comme stupéfiant de la 3-MMC aux Pays-Bas en novembre 2021, la composition réelle et les effets induits par des consommations de produits présentés comme de la « 3 » suscitent de nombreuses interrogations de la part des consommateurs. Alors qu'elle est désormais très appréciée pour ses effets stimulants, empathogènes-entactogènes et pour son prix attractif, les analyses montrent que les produits vendus sous l'appellation de 3-MMC sont le plus souvent de la 3-CMC, voire d'autres cathinones. La « 3 » pourrait bien à l'avenir connaître d'autres évolutions dans sa composition. Pour sa part, le GBL suscite l'inquiétude des organisateurs de soirées qui craignent la survenue d'accidents lors de leurs événements. Ces craintes les poussent parfois à prendre des dispositions qui mettent en danger la santé des personnes qui en font usage (interdiction de mise à disposition de matériel de RdRD spécifique à la consommation de GBL par exemple).

Enfin, dans les espaces associés au chemsex, de plus en plus de sessions chemsex ont lieu en-dehors de Paris *intramuros* et sont rendus visibles par les structures d'addictologie et de RdRD. Les produits associés au chemsex restent la « 3 » et le GBL en première intention. En 2022, des chemsexuels auraient, pour la première fois, témoigné injecter de la kétamine par voie intramusculaire, notamment lorsque leurs systèmes veineux sont trop endommagés.

Concernant le trafic de proximité, la normalisation de la vente par livraison à domicile se poursuit. Alors que les stratégies marketing continuent de se développer (certains revendeurs affichant de prétendus résultats de pureté approximés par colorimétrie), de nouveaux produits viennent étoffer les menus de produits psychoactifs envoyés par messagerie ou via des applications, tels que la « 3 »

ou la kétamine. Le « tucibi » (prononciation anglophone du 2C-B) y a fait son apparition, également surnommé « cocaïne rose » ou « pink powder », ne contenant généralement ni 2C-B, ni cocaïne, et se déclinant sous différents arômes de fruits. Aussi, les réseaux de vente semblent rivaliser d'ingéniosité dans un marché qui semble toujours plus concurrentiel, et de nouveaux arguments commerciaux apparaissent, comme le taux de pureté des produits proposés ou des temps de livraison de plus en plus courts. La féminisation du métier de livreur déjà décrite l'année dernière se poursuit également. Concernant les points de vente fixes toujours actifs, la présence de mineurs isolés et de jeunes majeurs parmi les guetteurs se confirme, certains d'entre eux provenant d'autres villes voire d'autres régions, ils sont fréquemment rémunérés « à la journée ».

Sommaire

Objectifs et méthodologie.....	6
Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé.....	6
Les investigations réalisées en 2022	7
Trafics locaux et modalités d’approvisionnement.....	9
Eléments de cadrage.....	9
Persistence du trafic dans l’espace urbain et poursuite de la dématérialisation de la revente	9
Premiers résultats sur le trafic en Essonne.....	11
Les prix des principales drogues à Paris et en Ile-de-France en 2022	12
Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine.....	13
Les dernières évolutions de la scène de crack	13
Le square Forceval, ultime grande scène ouverte de crack ?	13
Des polémiques récurrentes et anciennes autour de la gestion de la question du crack	14
Santé dégradée et situations de violences.....	14
Le démantèlement de Forceval : entre éparpillement et retour vers les structures.....	15
Diversité de profils des usagers en grande précarité	17
De quoi le crack est-il le nom ?.....	18
Extension du dispositif TREND au département de l’Essonne : premiers résultats.....	18
Un territoire fragmenté entre zones périurbaines au nord et zones rurales au sud	18
L’espace de la marginalité urbaine en Essonne.....	19
Première description des usagers	20
Les usages de drogues observés dans l’espace de la marginalité urbaine en Essonne	21
La prégabaline désormais bien installée dans le paysage francilien des drogues	21
Des signaux de consommation de cocaïne parmi les usagers de la marginalité urbaine.....	22
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs.....	24
Dernières évolutions de la scène festive en Ile-de-France	24
L’espace techno : l’influence alternative et queer donnent toujours le rythme	24
Free parties : des nouvelles modalités d’organisation.....	25
L’ecstasy : une consommation socle qui se maintient malgré l’essor d’autres produits.....	25
Le GBL : entre diffusion vers de nouveaux consommateurs et crainte des organisateurs.....	26
Kétamine : apparition de nouvelles logiques d’usage et accessibilité en hausse.....	27
Mise en perspective historique de la diffusion de la kétamine depuis 20 ans en Ile-de-France ..	27
Entre 2001 et 2022, trois cycles de diffusion d’un espace festif à un autre	28
En 2022, la diffusion de la kétamine se poursuit au-delà des espaces initialement décrits.....	30
Autre(s) phénomène(s) marquant(s)	32
La « 3 » dans tous ses états	32
Un produit dont la diffusion continue d’être observée en dehors des espaces liés au chemsex.	32

Visibilité des conséquences sanitaires et sociales en hausse	33
« 3 », 3-MMC, 3-CMC... Confusions et variabilité des représentations	33
Chemsex : une pratique dont la visibilité augmente en dehors de Paris intramuros	35
Le « tucibi » : mythe ou réalité ?	35
Les logiques d'usage des benzodiazépines	37
Logiques d'usages dans les espaces de la marginalité urbaine.....	37
Logiques d'usages dans les espaces festifs	38
Annexes.....	39
Annexe 1 : Glossaire	39
Annexe 2 : liste des institutions auditionnées	40
Annexe 3 : Citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliquées dans les trafics	42
Annexe 4 : le crack, une singularité parisienne.....	44
Remerciements.....	49

Objectifs et méthodologie

Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé

Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) depuis 1999, le dispositif TREND a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues et de comprendre leur évolution. Pour remplir cette mission, l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations locales (implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de la Réunion) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

Le dispositif TREND couvre quatre thématiques qui structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations :

- Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs¹ : leurs pratiques d'usage, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leurs modes de vie, leurs profils sociaux, leurs représentations/perceptions des produits.
- Les espaces et contextes de consommation fréquentés par les usagers particulièrement consommateurs :
 - Les **espaces festifs techno** regroupant les scènes alternatives (*free parties*, squat) et commerciales (clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - Les **espaces de la marginalité urbaine** regroupant les lieux fréquentés par des personnes en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers, etc.)
- Les produits : leur nom, leur composition chimique (en lien avec le dispositif SINTES, voir encadré page suivante), leur prix et leur mode de consommation.
- L'organisation et les pratiques des réseaux de trafics locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

Le travail s'enquête s'appuie sur des données qualitatives (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) recueillies auprès d'acteurs (usagers, des équipes des CAARUD et des CSAPA, de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales. La fiabilité des données recueillies repose sur le principe de triangulation : les informations recueillies sont systématiquement confrontées et mises en perspective avec d'autres sources et auprès d'autres acteurs².

Chaque coordination locale produit annuellement un état des lieux de la situation en matière de consommations et de trafics³ vise à :

- Favoriser l'échange et l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues.
- Éclairer les décideurs, d'améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun.
- Appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, d'évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle.
- Contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addictions

¹ A l'exception de l'alcool et du tabac, le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs, illicites ou détournés de leur usage).

² Pour plus d'information, voir le Guide méthodologique du dispositif TREND :

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/methode/guide-methodologique-trend/>

³ Les rapports locaux TREND-SINTES sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/regions-et-territoires/reseau-des-sites-trend/rapports-des-sites-locaux-du-dispositif-trend/>

La coordination nationale du dispositif produit un numéro de *Tendances* qui synthétise les informations recueillies localement. Ponctuellement, d'autres publications thématiques⁴ se fondent totalement ou partiellement sur les données recueillies dans le cadre du dispositif TREND (au cours des cinq dernières années sur le GHB/GBL, le protoxyde d'azote ou les usages de drogues des mineurs non-accompagnés).

TREND-SINTES est implanté en région parisienne depuis 1999. Il est porté par l'association Oppelia Charonne par convention avec l'OFDT, et est soutenue par l'ARS d'Ile-de-France depuis 2017, date de l'élargissement des investigations au département de la Seine-Saint-Denis. En 2021, le dispositif a été élargi au département des Hauts-de-Seine, puis en 2022 à celui de l'Essonne.

Le système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES)

Le dispositif SINTES est un outil de veille sanitaire documente la composition des produits circulant, illicites ou non réglementés (dosage, produits de coupe, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats d'analyses des saisies effectuées par les services répressifs d'une part, et des collectes de produits réalisées directement auprès des usagers d'autre part.

SINTES vise à :

- mieux connaître la composition des produits consommés : par la collecte et l'analyse de produits, notamment les substances ayant posé des problèmes sanitaires graves ou inhabituels ou présentant un caractère de nouveauté (appellation, aspect, etc.), ou des substances faisant l'objet d'une veille dite « active » ;
- informer le dispositif d'alerte et de transmission d'information rapide, en lien avec les autres acteurs régionaux sur le champ et les niveaux national et européen : l'*Early Warning System* (EWS) de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (European Monitoring Centre on Drugs and Drug Addiction, EMCDDA), ainsi que la Cellule nationale d'alerte (CNA) ;
- d'apporter des connaissances sur les nouveaux produits auprès des professionnels et des usagers.

Les investigations réalisées en 2022

Le dispositif TREND procède par le recoupement systématique d'informations collectées de manière indépendante auprès de sources différentes, au moyen d'outils de recueil qualitatifs. Ces outils comprennent : l'ethnographie dans les espaces de la marginalité urbaine, dans les espaces festifs techno, dans les espaces festifs gays et associés au chemsex⁵ ; des entretiens collectifs ou « groupes focaux » menés avec les services d'application de la loi, des professionnels des champs sanitaire et médico-social, des intervenants des structures d'accueil d'usagers de drogues, des intervenants en milieu festif, et des usagers ou ex-usagers de drogues. Au total, 12 entretiens collectifs ont été conduits en 2022, de durées comprises entre 1h30 et 3h. Ils ont été animés par Mathieu Lovera, Gregory Pfau, coordinateurs du site francilien, et Elisa Juszcak, chargée d'études.

L'ethnographie a été confiée à Elisa Juszcak (espace de la marginalité urbaine à Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Essonne), Vincent Benso (espace de la marginalité urbaine de Seine-Saint-Denis, espaces festifs techno) et Tim Madecleire (espaces festifs gays et espaces associés au chemsex).

En 2022, l'ethnographie de l'espace de la marginalité urbaine à Paris repose sur 19 entretiens semi-directifs de 20 min à 2h et 25 séances d'observation de 2h à 4h. Dans les Hauts-de-Seine, 17 entretiens de 20 min à 1h30 ont été conduits, tandis que les investigations dans le département de l'Essonne comprennent 13 entretiens de 15 min à 3h et 12 séances d'observation de 2h à 4h. En Seine-Saint-Denis, l'ethnographie s'appuie sur 20 entretiens de 15 min à 2h et 4 séances d'observation de 1h à 3h).

⁴ Ces publications sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/>

⁵ Le chemsex désigne des pratiques de consommation de substances psychoactives dans le cadre de relations sexuelles.

L'ethnographie des espaces festifs repose quant à elle sur 14 entretiens semi-directifs de 30 min à 2h et 6 discussions orientées, ainsi que sur une veille média et des sites internet spécialisés.

Enfin, l'ethnographie des espaces festifs gays et associés au chemsex repose sur les témoignages (recueillis lors d'échanges informels et de groupes de parole) d'une centaine de personnes suivies dans le cadre de l'activité du responsable d'observation au sein d'une association de santé communautaire. L'évolution de la page Facebook® « info chemsex » de l'association Aides (dont le responsable d'observation est également modérateur), ainsi que des échanges sur des sites de « chat » ou « cam » ont également été suivis. Ces données ont été complétées par un entretien collectif avec des personnes engagées dans des pratiques de chemsex.

Par ailleurs, une enquête spécifique consacrée aux usages de drogues dans les espaces festifs de Seine-Saint-Denis a été menée entre 2019 et 2022 à la demande de la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93. Réalisé entre juillet et décembre 2022, le troisième volet de cette recherche a été confié à Lou Roudaut, anthropologue. Les résultats sont venus enrichir les analyses présentées dans la présente note.

Trafics locaux et modalités d'approvisionnement

Éléments de cadrage

Les évolutions des trafics locaux de drogues illicites décrits dans cette partie s'inscrivent dans un contexte mondial marqué par des niveaux de production en forte augmentation depuis le milieu des années 2010. Cette tendance concerne plusieurs familles de produits : les opioïdes, comme l'héroïne ; les stimulants synthétiques, comme la MDMA-ecstasy ; et semi synthétiques, comme la cocaïne ; les produits issus du cannabis, etc. Ces productions alimentent un marché ouest-européen parmi les plus importants au monde. La hausse importante des quantités saisies par les forces de l'ordre en Europe tend à illustrer indirectement cette abondance de l'offre internationale. Cette dernière, conjuguée à la forte concurrence entre réseaux de trafic, explique par ailleurs la stabilité voire la baisse des prix de détail et la hausse des teneurs moyennes constatés depuis les années 2010 pour la cocaïne, l'héroïne ou la MDMA-Ecstasy. Le niveau sans précédent des teneurs moyennes de la résine de cannabis tient quant à lui aux mutations de la culture du cannabis au Maroc, principal pays producteur, avec l'introduction de variétés hybrides d'herbe importées entre autres des Pays-Bas, à partir desquelles la résine est fabriquée.

L'acheminement des produits sur le sol européen s'inscrit dans un contexte de mondialisation et de multiplication des échanges économiques et s'effectue par des vecteurs divers, le principal d'entre eux, notamment pour la cocaïne, étant la voie maritime via des porte-conteneurs. Le convoyage puis la dispersion sur le sol hexagonal s'effectue également via des moyens de transport divers selon les produits et les zones géographiques : transport maritime, mais également routier ou encore aérien.

Persistance du trafic dans l'espace urbain et poursuite de la dématérialisation de la revente

En 2022, les grandes tendances du trafic de drogue en Ile-de-France se maintiennent : la numérisation du trafic se poursuit entre diversification de l'offre de produit, professionnalisation des modalités de livraisons et stratégies marketing afin de faire face à la concurrence des autres réseaux de livraison. Les points de vente de cité sont quant à eux toujours actifs selon les mêmes modalités d'organisation que l'année précédente. Cette année, la présence des publics de mineurs isolés dans ces trafics se confirme, notamment en Seine-Saint-Denis.

Certaines évolutions récentes peuvent cependant être mises en avant concernant la livraison à domicile et le trafic numérique : de nouveaux produits sont en effet présents parmi les menus de livraisons envoyés via messageries (cryptées ou non) : le *tucibi*⁶ (ou la « cocaïne rose ») y font leur apparition, la kétamine est plus souvent proposée et la « 3 » (souvent sans spécifier s'il s'agit de 3-MMC, 3-CMC ou une autre cathinone) sort des réseaux de revente s'adressant spécifiquement aux chemsexuels.

« Ça se vend sur des réseaux type Snapchat. Après la coke et le shit, ils ont maintenant la 3-MMC, la kétamine. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Les stratégies marketing progressent, les catalogues des revendeurs indiquant parfois les quantités disponibles, leurs qualités présumées (parfois en utilisant des tests colorimétriques laissant supposer des produits fortement dosés) et proposant des tarifs promotionnels. Des niveaux d'exigence très différents vis-à-vis des usagers passant commande sont également observés : certains réseaux prennent plus de précautions que d'autres concernant l'identité des acheteurs, allant de la nécessité

⁶ Cf. « Le *tucibi*, mythe ou réalité ? », voir p. 35 dans ce document.

d'être « parrainé » à la vérification de la carte d'identité. D'autres au contraire ne prennent pas ce type de précautions.

« Il y en a aussi qui demandent les cartes d'identité, j'ai vu ça récemment. C'est pour vérifier les grosses transactions. Je me souviens d'un usager qui prend du bédou [résine de cannabis] en gros. Au début, ils demandaient sa carte d'identité. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

D'autres usagers expliquent aussi avoir de plus en plus recours aux livraisons à domicile alors qu'auparavant ils commandaient des produits psychoactifs sur internet, le darknet ou le deepweb. Malgré la différence de prix, la diminution du risque de se voir intercepter leur colis par les forces de l'ordre et la facilité/rapidité d'acquisition des produits recherchés les ont amenés à opter pour ce mode d'approvisionnement :

« Un usager observe un désintérêt pour ce mode d'achat (internet, deepweb, darknet) en raison de son aspect fastidieux (beaucoup de temps perdu), du fait que beaucoup de gros markets aient été fermés par la police ou aient fait des exit scams (fermer le site en partant avec l'agent des clients) mais surtout en raison de la concurrence des réseaux de vente à domicile. Désormais il est tellement simple d'acheter des produits via ces réseaux que selon lui, plus personne n'utilise le darknet, à part pour des produits de niche (méthamphétamine, mescaline...) ou peut-être pour quelques revendeurs de produits bien particuliers comme la kétamine et le speed qui y sont effectivement moins chers. » (Note ethnographique n°1 espaces festifs 2022)

Le mode d'acquisition par livraison serait également utilisé par de plus en plus de réseaux de cité, jusqu'à parfois n'utiliser que cela, afin d'éviter les démantèlements de fours à répétition.

En Seine-Saint-Denis plus particulièrement, l'ethnographie évoque en 2022 la nouvelle appellation des « meet points » pour parler de ce qui était auparavant nommé « plan portable » - donner rendez-vous à un usager à un autre endroit que le four en lui-même pour invisibiliser la transaction en lui donnant un caractère mobile. Cette nouvelle appellation semble normaliser cette pratique.

Concernant le trafic de rue, certaines évolutions peuvent aussi être pointées : à Paris, plusieurs témoignages font état en 2022 de vente de cocaïne en petite quantité, soit au demi-gramme, soit des petites unités au prix de 20 euros. Outre l'augmentation des importations de cocaïne au niveau international, et sa répercussion sur le trafic au niveau local, l'évacuation de la scène ouverte de crack de Forceval et la déstructuration du trafic de crack pourraient être des facteurs favorisant la vente de cocaïne en petite quantité et à bas prix : certains usagers de crack rencontrant des difficultés pour acheter ce produit pourraient reporter leurs achats sur de la cocaïne sous sa forme chlorhydrate et la transformer eux-mêmes en cocaïne base (crack). Il en est de même pour certains points de vente de cannabis qui proposent des prix unitaires de cinq ou dix euros, que ce soit à la vente en four ou à la livraison (un même réseau de cité proposerait ces deux modalités d'approvisionnement).

L'évacuation du square Forceval le 5 octobre 2022 a eu un impact important sur la vente de crack. Alors que celle-ci était en grande partie concentrée sur ce square où venaient se fournir de nombreux consommateurs, dont les plus précarisés, elle est devenue beaucoup plus mobile. Les vendeurs, principalement issus du Sénégal, sont devenus très discrets du fait des peines d'emprisonnement sévères (jusqu'à 5 ans fermes) infligées à ceux d'entre eux qui ont été arrêtés. Si, avec le temps, des lieux de vente précis ont été identifiés, les modous⁷ n'y étaient que de passage et ne s'y rendaient jamais à heure fixe. Parallèlement, cette déstructuration du trafic de rue de crack a donné lieu à la résurgence d'un point de vente tenu par un réseau de cité dans le nord de Paris.

⁷ L'expression « modou » signifie « petit vendeur » en wolof, l'une des langues nationales du Sénégal.

Premiers résultats sur le trafic en Essonne

En Essonne, les produits qui y sont disponibles sont le cannabis, le protoxyde d'azote, le crack, la cocaïne chlorhydrate. Les réseaux de trafic décrits par le groupe focal application de la loi sont des réseaux de cité avec des points de vente de type « four⁸ » principalement.

Plusieurs lieux de vente ont été identifiés. Le plus fréquemment cité est celui de la Grande Borne à Grigny. Cette cité abrite plusieurs fours, chacun spécialisé dans un produit : cocaïne (50 euros le gramme), crack (20 euros l'unité de vente), cannabis (5 à 10 euros le gramme). La plupart des personnes fréquentant le CAARUD Freessonne, situé à Juvisy, se fournissent à cet endroit. Corbeil-Essonnes et Evry-Courcouronnes abriteraient également des micro-trafics de crack. Dans la première ville, plusieurs sources déclarent qu'il serait vendu par la communauté antillaise locale à d'autres membres de cette communauté.

Plus à l'ouest du département, les cités des Ulis et de Longjumeau sont également des lieux de vente majeurs. Des points de vente de cannabis et de cocaïne sont présents à Longjumeau. Dans ces réseaux, les vendeurs et guetteurs ne sont souvent pas originaires de la ville et sont recrutés via des applications de messagerie et réseaux sociaux (tels que Snapchat[®]). Les services d'application de la loi affirment qu'ils peuvent être originaires d'autres régions (Oise, Bretagne). Aux Ulis, un parking sous-terrain fait office de « drive ». On peut s'y approvisionner en cannabis 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Des précommandes peuvent se faire sur la messagerie en ligne Telegram[®].

« Il y a plusieurs points de deal aux Ulis. Le plus gros tourne entre 10 000 et 14 000 euros de chiffre d'affaires par jour. Il s'agit d'un parking souterrain. Vous prenez votre voiture, vous entrez dans le parking, vous baissez la vitre et il y a un gars qui vient comme chez McDonald's. Vous commandez et vous sortez en faisant le tour du parking avec votre voiture. Vous n'avez même pas à sortir de votre véhicule pour vous faire servir. Ils ont un canal Telegram. N'importe qui peut y aller puisque c'est public. Vous pouvez regarder leur compte Telegram. Il y a le menu avec des vidéos des produits. Vous avez les tarifs et ils vous disent qu'ils sont ouverts 24 heures sur 24. D'ailleurs, c'est une nouveauté. En ce moment, ils sont ouverts sept jours sur sept et 24 heures sur 24. » (Groupe focal application de la loi Essonne 2022)

Au sud, Étampes est présentée par les acteurs de la RdRD et par les services d'application de la loi comme le principal lieu qui dessert tout le sud du département en cannabis. Certains usagers résidant dans des communes rurales aux alentours viennent s'y approvisionner. Aucune source ne confirme que ces réseaux étampois ont également recours à la livraison. Cependant, des acteurs de la RdRD expliquent que de nombreux usagers des communes du sud de l'Essonne se font désormais livrer à domicile, sans pouvoir spécifier s'il s'agit de livraisons provenant de l'Essonne ou d'autres départements.

⁸ Point de vente physique le plus souvent situé dans ou devant un immeuble, dans un quartier populaire.

Les prix des principales drogues à Paris et en Ile-de-France en 2022

Produits		Prix	Commentaires
Cannabis	Herbe	Prix courant : 7 à 10 Prix bas : 5 Prix haut : 20	En livraison, le prix de certaines variétés réputées fortement dosées en THC peut s'élever à 20 €/g.
	Résine	Prix courant : 5 à 7 Prix bas : 5 Prix haut : 20	Le prix de certaines résines réputées fortement dosées ("3 fois filtré") peut s'élever à 30 €/g.
Cocaïne		Prix courant : 60 Prix bas : 40 Prix haut : 80	En Ile-de-France, le prix courant en livraison est de 60 à 70 €/g. Dans les fours, en Seine-Saint-Denis et en Essonne, ce prix est de 50 €/g.
Crack (galette)		Prix courant : 15 Prix bas : 5 Prix haut : 30	Dans l'espace urbain parisien (rue et métro), le prix de l'unité de vente du crack est de 15 €. Les réseaux de cité la vendent 20, 30 € l'unité selon sa taille.
MDMA/Ecstasy	Comprimé (unité)	10	Prix très dégressif selon la quantité vendue
	Poudre/Cristaux	50	
Amphétamine/speed		10	
Méthamphétamine		Prix courant : 120 Prix bas : 80 Prix haut : 150	D'une année sur l'autre les prix peuvent fortement varier en fonction de la disponibilité et de la pureté du produit.
Kétamine		Prix courant : 30 Prix bas : 15 Prix haut : 50	
3-MMC		Prix courant : 30 Prix bas : 20 Prix haut : 40	Prix sur le marché physique. Sur internet, la 3-MMC est vendue à moins de 20 €/g. Vendue sous l'appellation de 3-MMC, mais peut être une autre cathinone, souvent de la 3-CMC
LSD (buvard, goutte)		10	Une unité se vend sous forme de « buvardé (petit carton imprégné de LSD) ou sous forme liquide dont une goutte équivaut à une dose.
Héroïne		40	Certains réseaux proposent la livraison, le prix courant est alors de 50 €/g.
Médicaments opioïdes revendus	Méthadone (fiole de 60 ou 40 mg)	Prix courant : 5	Le prix varie en fonction de la disponibilité et monter à 10 euros un jour de pénurie.
	Sulfate de morphine (Skenan®) (gélule de 100 mg)	Prix courant : 5	Le prix varie en fonction de la disponibilité et monter à 10, voire 20 euros un jour de pénurie.
	BHD (Subutex®) (comprimé de 8 mg)	Prix courant : 2	
Autres médicaments psychotropes	Prégabaline (Lyrica®) (comprimé)	Prix courant : 2,5	La forme la plus citée est le comprimé de 300 mg
	Clonazépam (Rivotril®) (Comprimé de 2 mg)	Prix courant : 3	Le prix varie en fonction du client et de la disponibilité du produit
	Diazépam (Valium®) (Comprimé de 10mg)	Prix courant : de 1,5 à 2,5	Depuis 2020, sur le marché de rue, la forme générique semble supplanter la forme princeps, réputée plus chère et plus appréciée. Le prix varie en fonction du client et de la disponibilité du produit.

Prix exprimés en euros et pour 1 gramme (noté g.), sauf mention contraire.

Pour d'autres substances, notamment des médicaments tels que le zolpidem (Stillnox®) ou le tramadol, le faible nombre de transactions rapportées et l'absence de marché installé ne permettent pas d'établir un prix courant (prix le plus fréquemment rapporté)

(Sources : ethnographie, entretiens collectifs)

Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine

Les dernières évolutions de la scène de crack

Le square Forceval, ultime grande scène ouverte de crack ?

Depuis plus de 30 ans, le crack⁹ occupe une place singulière dans le paysage des drogues à Paris. Dès le début des années 1990, l'augmentation de sa vente et de sa consommation étaient déjà décrites et documentées¹⁰. Dans l'un des premiers rapports TREND Ile-de-France paru en 2001, on peut lire que « dans le nord parisien, le crack est plus disponible et plus accessible »¹¹. Depuis cette date, pas un seul rapport TREND n'a fait l'économie d'un chapitre consacré au crack, ses usages, sa géographie, les scènes de revente et de consommation de crack se formant et se déformant au gré des interventions de forces de l'ordre, chassant revendeurs et usagers d'un quartier à un autre¹². De Stalingrad à Porte de la Chapelle, de la Goutte d'Or aux Jardins d'Éole, le crack campe ainsi le décor du nord-est parisien, la « problématique du crack » anime les discours politiques et fait régulièrement les unes des journaux, pour constituer aujourd'hui un élément central du débat public sur les drogues à Paris. La présence d'un marché constitué de crack, de scènes visibles de revente et de consommation, et d'une population en grande précarité distingue l'Ile-de-France du reste de l'hexagone.

Déjà décrit l'année précédente, le square Forceval a constitué en 2022 la dernière grande scène ouverte de crack francilienne, suite à l'évacuation fin 2021 des Jardins d'Éole dans le quartier de Stalingrad et l'acheminement en cars réquisitionnés par la préfecture de Police des usagers vers ce square du 19^{ème} arrondissement de Paris¹³. Le site de Forceval est rapidement devenu un squat à ciel ouvert, avec sa propre organisation interne, et la possibilité de s'y approvisionner en crack 24h/24.

« L'organisation interne et l'installation progressive des usagers de crack sur ce lieu reste semblable à celles observées les deux années précédentes d'abord à Rosa Parks puis devant le jardin d'Éole : modus placés ensemble plutôt vers l'entrée de l'espace (ici sur des chaises de camping), cabanes construites en palettes de bois et en toile de bâche le long du périphérique, regroupement de tentes au fond du parc, et organisation d'une allée où l'on peut acheter des petits biens, de la nourriture, des boissons alcoolisées et non alcoolisées. Des points d'eau, une douche et des toilettes ont également été installées par la Ville de Paris mais ces installations sont très insalubres, nettoyées rapidement au karcher, les points d'eau fuient... Plusieurs fois par semaine, les services de la voirie viennent « nettoyer » le parc, pouvant par moment détruire les logements sommaires des usagers (tentes et cabanes), jusqu'à ce que, quelques heures plus tard, les usagers les reconstruisent. (...) Il est difficile de dénombrer précisément le nombre d'usagers présents sur place. J'en compte entre 150 et 200 lors de mes passages en journée, sans faire la distinction entre ceux qui y habitent et ceux qui possèdent un hébergement mais qui viennent acheter du crack et le consommer sur place. » (Note ethnographique n°1 espace de la marginalité urbaine, Paris 2022)

⁹ Le crack désigne la cocaïne vendue sous sa forme basée. Sur l'origine du crack et son implantation à Paris et en Ile-de-France, cf. annexe 4 « Le crack, une singularité parisienne », p. 45.

¹⁰ Ingold F.-R., Toussirt M., *La consommation de crack à Paris : état des lieux, tendances en cours*, Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance, 1997.

¹¹ *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2001. Rapports locaux des sites TREND*, OFDT, juin 2002, p. 209.

¹² Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFTD, 2020.

¹³ Cf. « De la Colline au square Forceval : énième déplacement de la scène de crack parisienne », in Juszczak E., Lovera M., Pfau G., Madesclaire T., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFTD, 2022, pp. 21-24.

Jusqu'à son évacuation le 5 octobre 2022, Forceval est resté le plus important site de consommation et de revente de crack dans l'espace urbain, attirant une clientèle nombreuse, locale, régionale, voire bien au-delà. Des professionnels de plusieurs structures d'accueil parisiennes et plusieurs CAARUD de Seine-Saint-Denis ont ainsi enregistré une baisse de fréquentation qu'ils attribuent à l'attractivité de Forceval, où certains usagers pouvaient rester plusieurs semaines sans en sortir. En effet, outre du crack, y étaient également disponibles des médicaments opioïdes (méthadone, Skenan®, Subutex®), ainsi que, dans une moindre mesure de l'héroïne et de la cocaïne¹⁴. La présence de personnes faisant usage de drogues par voie intraveineuse (IV), notamment de crack, a également été notable en 2022, confirmant les observations de l'année précédente.

Des polémiques récurrentes et anciennes autour de la gestion de la question du crack

Au-delà de la seule consommation de crack, le site de Forceval a ainsi constitué le lieu de passage, de regroupement, de sociabilités d'une grande partie des usagers marginalisés du nord-est parisien. Cet espace situé aux abords du boulevard périphérique et à distance des bâtiments d'habitation a continuellement fait l'objet de vives polémiques, relayées par les médias¹⁵ et s'inscrivant dans la continuité des controverses¹⁶ qui entourent la gestion par les pouvoirs publics de la problématique du crack. Début 2022, la préfecture de Police avait ainsi proposé de déplacer les usagers vers une friche du 12^{ème} arrondissement, provoquant le mécontentement de la Ville de Paris et des associations de RdRD, qui réclament toujours l'ouverture de lieux d'accueil, comprenant des espaces de consommation pour usagers de crack. À l'opposé, les services d'application de la Loi ne comprennent pas le rôle et le sens du travail des équipes de réduction des risques, qui les empêcherait de faire leur travail.

« Une association, qui s'occupe des toxicomanes, protège les modous. C'est une évidence, nous l'avons constaté lors de la première opération que nous avons menée ensemble à Forceval, qui ne s'est pas révélée un grand succès pour la simple et bonne raison que cette association, dont je tairai le nom, était passée par là cinq minutes avant. Elle a prévenu les toxicomanes, qui ont eux-mêmes instantanément prévenu les modous. Et nous les avons vus partir. Il ne nous était pas possible de réagir, dans la mesure où nous n'avions pas la main dans le cadre de cette opération. » (Agent de Police, groupe focal application de la Loi, Paris, 2022)

Ces propos illustrent avec éloquence le décalage et l'incompréhension qui existe aujourd'hui entre une politique de santé publique financée par l'Etat et mise en œuvre par des associations et l'approche de sécurité publique impulsée par le ministère de l'intérieur. Ils mettent en lumière, une fois encore¹⁷, le caractère paradoxal des réponses apportées par l'action publique aux questions relatives aux usages de drogues.

Santé dégradée et situations de violences

Les professionnels intervenant auprès des usagers de crack fréquentant la scène de Forceval rapportent quant à eux une dégradation rapide de leur santé, des troubles psychiatriques, ou de nombreux cas de dénutrition dus à des sessions de surconsommation.

¹⁴ Cf. « Des signaux de consommation de cocaïne... », p. 22.

¹⁵ À titre d'exemple, le quotidien *L'humanité* titre le 2 mai 2022 « Un quartier populaire au bord de l'overdose ».

¹⁶ Cf. « De la Colline au square Forceval : énième déplacement de la scène de crack parisienne », Oppelia Charonne/OFDI, 2022, *op.cit.*

¹⁷ Lire à ce sujet « Les mutations des paysages du crack », Pfau G., Lovera M., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2020*, Oppelia Charonne/OFDI, 2021, pp. 43-45.

« Avec Forceval, ils ont tous quand même perdu 20 kilos à un moment donné, et d'un point de vue psy, ils étaient très inaccessibles, vraiment. (...) Avec Forceval, j'ai l'impression de revivre la Colline à ce niveau-là. » (Travailleur social en CAARUD, Paris)

« C'est vrai qu'il y avait une dénutrition extrêmement importante. (...) Un amaigrissement très important lié au fait de surconsommation et de plus penser à manger. (...) Il y en a qui oubliaient. Il y en a pas mal qui nous disaient qu'ils consommaient... Ils n'étaient pas disponibles mentalement pour manger. » (Éducatrice spécialisée en CAARUD, Paris)

Les troubles psychiatriques habituellement associés à la surconsommation de crack sont, selon des intervenants de terrain, exacerbés par les ruptures de traitements et les conditions de vie à Forceval, où les possibilités de s'éloigner du produit semblent hors de portée.

« À Forceval, on avait beaucoup de personnes en rupture de traitement psy aussi, (...) soit qui avaient des suivis pys en CMP, la plupart, et qui n'y allaient plus, de Paris ou non. Après, il y en avait qui étaient aussi en banlieue semi-lointaine. Ils ne retournaient plus chez eux. Ils ne restaient que sur Forceval. » (Éducatrice spécialisée en CAARUD, Paris)

Tout comme les scènes ouvertes antérieures du Jardin d'Éole, de Rosa Parks ou de la Colline, le site de Forceval a été, aux dires de plusieurs observateurs, le théâtre de situations de violences nombreuses. Ceux-ci ont rapporté des agressions physiques et sexuelles, assassinats, trois décès par surdose ont également été recensés. Les témoignages de femmes victimes de violences sexuelles, viols, séquestrations et tortures ont également été nombreux en 2022 (plusieurs dizaines), selon les associations médico-sociales intervenant auprès de ce public particulièrement vulnérable. Les professionnels soulignent leur sentiment d'impuissance face à de telles situations, et leurs propres difficultés face à des problématiques complexes. Ces difficultés révèlent également un sentiment de solitude institutionnelle qui met les équipes en souffrance.

« Les salariés étaient très affectés. Il est compliqué de donner suite à des demandes toujours exprimées en urgence et dans une détresse terrible. Les femmes sont dans des états de comorbidités graves, des états de santé physiques et psychiques catastrophiques. (...) Il est très difficile d'intervenir, de se poser une guideline : en situation d'urgence, vers quelle structure orienter ? Que faire en première intention pour limiter les tentatives infructueuses ? Il ne faut surtout pas commettre d'erreurs. Nous manquons de fléchage, de consignes claires, d'où un sentiment d'impuissance et de souffrance qui gagne mes collègues. Ces situations ont particulièrement été relevées cette année. » (Infirmière en CSAPA, Paris)

Le démantèlement de Forceval : entre éparpillement et retour vers les structures

Le square Forceval est évacué le 5 octobre 2022 sur ordre du ministère de l'Intérieur. 1000 policiers et gendarmes sont à pied d'œuvre, seules quelques dizaines de places d'hébergement en hôtel sont prévues pour reloger des usagers, tandis qu'une cinquantaine de personnes sans-papiers sont arrêtées et placées, pour la plupart, en centre de rétention administrative. Certains revendeurs sont condamnés en comparution immédiate et placés en détention. Un important dispositif policier est mis en place pour prévenir toute réinstallation du campement. Comme lors des évacuations précédentes, le démantèlement du site de Forceval provoque un éparpillement des usagers et des revendeurs privés des lieux de rencontre établis, et contraints à une mobilité quasi permanente. En effet, policiers et gendarmes patrouillent en permanence et empêchent toute stagnation de personnes, à la Porte de la Villette, Porte d'Aubervilliers, sur le Boulevard Ney ou encore sur le canal de l'Ourcq. Certains retournent alors, mais sans s'y attarder, vers d'autres sites historiques de consommation et de revente de crack, tels que la Porte de la Chapelle, certaines stations de métro comme Bonne-Nouvelle, ou, plus tard le soir lorsque la présence policière devient moindre, aux alentours de la place de la Bataille de Stalingrad. Les usagers cherchent les revendeurs, les forces de l'ordre chassent les premiers comme les seconds, et les équipes mobiles de RdRD cherchent les usagers, désormais disséminés dans tout le nord-est parisien.

Le marché du crack s'est ainsi trouvé déstabilisé. Même si le produit est resté relativement disponible après le démantèlement de Forceval, son accessibilité a connu un certain recul, particulièrement en journée, lorsque les forces de l'ordre sont en opération. Les vendeurs de type modous, qui étaient regroupés en grand nombre à Forceval, se sont redéployés sur la voie publique au nord et au nord-est de Paris, se déplaçant dans les secteurs de Porte de la Chapelle, Porte d'Aubervilliers, sur le boulevard Ney, des stations de tramways et de métro. Le prix courant a également augmenté, la galette se monnayant désormais à 15 euros en moyenne, contre une dizaine d'euros en 2021. Cette déstabilisation du marché a provoqué d'importantes et fréquentes tensions entre usagers, et entre usagers et revendeurs.

« En journée, c'est très dur pour les consommateurs de trouver du produit, à part ceux qui ont des plans installés en cité, où c'est ouvert et régulier. Pour tous ceux qui chopaient en rue, en modou, pour beaucoup la journée est tendue puisqu'il faut suivre les va-et-vient des modous, la police est omniprésente sur toutes les scènes. Du coup, il y a très peu de disponibilité de produit. Les prix ont augmenté. Donc, ça crée beaucoup de tensions et beaucoup d'impossibilités de trouver le gars. À Stalingrad, parfois, s'il y a un modou dans le métro, on va voir 30 personnes en une demi-heure à 15 heures [sur l'antenne mobile, ndlr] ; s'il n'y a pas de modous dans le métro, on va voir deux personnes. Une personne passe, elle est tendue parce qu'elle ne trouve pas à pécho et nous demande si on sait. C'est très tendu. Par contre, le soir, il y a toujours des scènes à Porte de la chapelle ou sur le boulevard Ney. » (Travailleur social en CAARUD, Paris)

Parallèlement à l'éparpillement des usagers (et des revendeurs), on assiste également à un retour de bon nombre d'entre-eux vers les structures d'accueil et services de réduction des risques. Ainsi, à la Porte de la Chapelle, située à proximité de « l'ancienne » Colline, l'espace de repos cogéré par les associations Aurore et Gaïa a vu sa fréquentation passer de 80 à plus de 300 passages par jour. Dès 10h du matin, les usagers peuvent y trouver du café, une collation, des douches et la possibilité de laver leur linge, ainsi qu'un espace pour dormir la journée.

Devant l'espace de repos, avant l'ouverture, des dizaines de personnes, usagers et revendeurs, investissent le trottoir et l'espace situé en face sous la bretelle d'accès au boulevard périphérique.

« L'espace de repos est devenu un nouveau point de repère pour ces usagers non logés, ils viennent y prendre un petit déjeuner, une douche, parfois effectuer une démarche sociale... Devant [le local], sous les ponts du périphérique et devant la route qui relie la banlieue nord à Paris intramuros, les usagers se retrouvent quasi quotidiennement et deviennent de plus en plus nombreux au fil des semaines. Ce bout de trottoir où l'on peut s'asseoir sur un bout de muret redevient une mini-scène ouverte de consommation. En face, sous les ponts, entre les voies d'accès au boulevard périphérique, des UD se regroupent également. » (Note ethnographique n°2, espace de la marginalité urbaine, Paris, 2022)

L'équipe gère tant bien que mal ce nouvel afflux de personnes, et même pendant les horaires d'ouverture au public, il n'est pas rare que des dizaines de personnes occupent l'espace extérieur, se font contrôler par les forces de l'ordre, sont invitées à circuler puis reviennent quelques minutes plus tard. De fait, une petite scène de consommation et de revente s'est ainsi reconstituée.

Plusieurs CAARUD implantés dans le département de Seine-Saint-Denis ont également observé une augmentation de leur fréquentation après le démantèlement du site de Forceval. Des usagers perdus de vue pendant un temps sont ainsi revenus dans ces lieux d'accueil à Montreuil, Bondy ou Saint-Denis. Ceci a eu comme conséquence de modifier certaines pratiques. Par exemple, certains usagers qui achetaient et consommaient du crack ont appris à baser la cocaïne¹⁸, le crack étant devenu moins accessible alors que la cocaïne est très disponible et accessible dans le département. Certains d'entre eux revendent alors à Paris le crack cuisiné par leurs soins.

¹⁸ Le basage de cocaïne consiste à transformer le chlorhydrate de cocaïne (forme sel) en cocaïne base afin de rendre le produit fumable. L'opération s'effectue par l'adjonction de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque. Voir également l'annexe 4 « Le crack, une singularité parisienne », p. 44.

« Depuis le démantèlement de Forceval, plusieurs UD pas trop débiles parlent d'acheter et de cuisiner eux-mêmes. (...) Ça s'est développé depuis le démantèlement de Forceval. On achète un gramme à deux ou trois, on le cuisine ensemble et on est sûrs du résultat. » (Travailleur social en CAARUD, Seine-Saint-Denis)

« Ce matin, un usager m'a dit qu'il fume beaucoup de crack, mais qu'il en revend également. Il en achète cinq, six ou sept grammes à Bondy Nord auprès des gros trafiquants de cocaïne et il base proprement au bicarbonate et au bain-marie chez lui, puis il revend. Il va à Porte de la Chapelle. » (Travailleur social en CAARUD, Seine-Saint-Denis)

Ces mouvements d'usagers de Forceval, suite au démantèlement du site, vers les structures d'accueil des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine n'ont quant à eux pas été rapportés.

Diversité de profils des usagers en grande précarité

La grande majorité des usagers de crack observés par le dispositif TREND présente en 2022 des profils sociodémographiques identiques aux années précédentes, et connaissent des conditions de vie particulièrement marquées par la précarité. À Paris, et dans une moindre mesure en Seine-Saint-Denis, ces personnes sont particulièrement visibles, tandis qu'en Essonne et dans les Hauts-de-France il n'existe pas de scène ouverte de crack.

Néanmoins, dans la continuité des observations menées depuis une dizaine d'années¹⁹, la diversification des profils sociodémographiques des consommateurs de crack se confirme en 2022. On observe les profils déjà décrits²⁰ tels que des fumeurs d'origine africaine ou caribéennes très précarisés et désocialisés, des jeunes polyconsommateurs en situation de désaffiliation sociale (suite à des ruptures familiales et scolaires), des personnes à l'insertion professionnelle précaire (alternant contrats courts et périodes de chômage) qui consomment le produit occasionnellement, des personnes précaires de 40 à 60 ans qui ont un long parcours de consommation d'opioïdes (surtout héroïne et méthadone), et enfin des personnes disposant d'un emploi et d'un réseau familial et amical stable, appartenant parfois à des catégories socioprofessionnelles supérieures.

Au début des années 2010, d'autres profils sont apparus, tels que des usagers originaires d'Europe de l'Est et du Caucase, qui consomment le crack majoritairement par voie intraveineuse²¹. Plus récemment, à la fin de la décennie 2010, des migrants primo-arrivants originaires d'Afrique subsaharienne, de la corne de l'Afrique, parfois du Moyen-Orient, ont été clairement identifiés comme consommateurs de crack²². Enfin, depuis 2021, des mentions et témoignages d'usages dans le cadre du chemsex sont rapportées. Plus marginalement, des MNA ou jeunes majeurs possiblement « anciens MNA » peuvent faire usage de crack, même si ces consommations semblent secondaires et opportunistes. Il s'agit d'un public difficile avec lequel les intervenants de terrain peinent à établir un contact.

« Je peux confirmer que c'est toujours d'actualité, des anciens MNA, des jeunes qui passent au crack. On en voit, mais je ne peux pas dire que ce soit énorme. Ils viennent chercher un doseur. C'est un public qui est très difficile à accrocher. Souvent, ils ne parlent quasiment pas français ou très peu. Quelques-uns sont arrivés récemment [au CAARUD]. Ce sont des accompagnements assez compliqués en général. » (Travailleur social en CAARUD, Paris)

¹⁹ Pfau G., Cadet-Taïrou A., *Usages et vente de crack à Paris. Etat des lieux 2012-2017*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, 2018.

²⁰ *Idem.*

²¹ *Idem.*

²² Cf. « Crack et primo-arrivants à Paris, une visibilité qui surgit au tournant de la décennie », dans Juszczak E., Lovera M., Pfau G., Madesclaire T., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2021*, Ophelia Charonne/OFD, 2022, pp. 25-26.

De quoi le crack est-il le nom ?

Le crack cristallise à lui seul des problématiques qui dépassent largement ce produit et ses adeptes. Défini à la fois comme problème de santé publique et de sécurité publique, il nourrit plus que toute autre drogue l'imaginaire collectif autour de la drogue, la figure du « crackeur désocialisé » ayant succédé à celle du « junkie-injecteur d'héroïne » des années 1980-1990. Décrire les évolutions des scènes de crack, ses usages, les profils des consommateurs, dans le contexte francilien où le « caillou » occupe une place si singulière en France, permet d'évoquer bien d'autres choses : la situation des usagers précaires toujours plus marginalisés les éloignant des dispositifs de soin, la répression qu'ils subissent au quotidien, la gentrification des centres urbains dont ils sont toujours plus refoulés, et, finalement, un choix de société dans laquelle les personnes aux conduites dites « déviantes » n'ont toujours pas leur place dans la cité.

Extension du dispositif TREND au département de l'Essonne : premiers résultats

Un territoire fragmenté entre zones périurbaines au nord et zones rurales au sud

Plus grand département d'Ile-de-France, l'Essonne comprend en 2023 un peu plus de 1 300 000 habitants. Ce département abrite une population majoritairement jeune, 40 % des habitants ayant moins de 30 ans selon l'INSEE²³. Le nord du département est un espace périurbain lié à la métropole de Paris grâce aux transports en commun, de nombreuses personnes effectuent ainsi quotidiennement des déplacements vers la capitale pour y travailler. Le nord-ouest essonnien comprend 30 % de la population totale du département, et abrite à titre d'exemple l'une des communes de France métropolitaine au taux de pauvreté le plus faible (5 %), Gif-sur-Yvette²⁴. Le nord-est, dont la ville principale est Évry-Courcouronnes, une ville nouvelle, abrite quant à lui 60 % de la population du département, et compte dans son territoire la ville la plus pauvre de France métropolitaine, Grigny (taux de pauvreté de 45 %)²⁵. Cette partie du département est également reliée à Paris via le réseau de transports en commun.

La partie sud du département est quant à elle rurale. L'agriculture y est une des économies les plus développées, et cet espace est majoritairement composé de communes rurales de moins de 2 000 habitants. Sa ville principale est la sous-préfecture d'Etampes, dernière ville desservie par le réseau des RER franciliens. Globalement, le niveau de vie y est plus faible. Les transports en commun vers Paris y sont moins fréquents (un RER toutes les demi-heures) et les habitants du sud de l'Essonne se déplacent moins vers la capitale.

La population essonnienne est très hétérogène, des groupes sociaux diversifiés y cohabitent, évoluant cependant dans des espaces bien distincts : les catégories socioprofessionnelles supérieures résident autour de Massy-Palaiseau dans le nord-ouest, les populations moins aisées dans le nord-est, tandis que le sud-Essonne accueille majoritairement de classes moyennes inférieures. Les activités économiques du département sont également réparties entre un nord plus industriel et de services alors que le sud, début de la Beauce, est majoritairement agricole.

Les structures d'accompagnement d'usagers de substances psychoactives y sont majoritairement des CSAPA (7 dans le département). Le seul CAARUD est situé à Juvisy, à proximité de la gare où se croisent les RER C et D, facilitant ainsi l'accès à cette structure.

²³ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=DEP-91#chiffre-cle-1>

²⁴ [Quel est le taux de pauvreté dans ma commune ? \(inegalites.fr\)](#), Observatoire des inégalités

²⁵ *Ibid.*

L'espace de la marginalité urbaine en Essonne

La catégorie « marginalité urbaine », reliée à celle de l'usage des drogues, renvoie aux espaces urbains extérieurs utilisés par des consommateurs de produits psychoactifs en situation de précarité, voire de grande précarité. Il peut s'agir de portion de l'espace public où des groupes d'usagers se rejoignent pour acheter ou consommer des produits (parcs, trottoirs, rues, allées, squares, plus ou moins visibles par les populations extérieures à ce milieu). Ces espaces sont souvent placés un peu à l'écart des voies piétonnes, permettant aux usagers de s'installer plusieurs heures sans devoir se déplacer à nouveau. Il s'agit en particulier des entrées d'immeubles, espaces de renforcement urbain, parkings, impasses à l'abri des regards, poches de verdure constituées de buissons. Tout interstice urbain représente pour les usagers précaires un espace à saisir.

La densité urbaine en Essonne est moindre qu'à Paris, néanmoins la partie nord du département est périurbaine, elle est constituée d'un *continuum* de routes, voies rapides, villes basses, zones commerciales étalées et est dotée de quelques parcs où la nature est très domestiquée. Dans ce contexte, l'espace de la marginalité urbaine se traduit par des parkings de centres commerciaux, petites places publiques non loin des gares, parcs, ronds-points avec des arbustes, lieux en construction non encore actifs. Plusieurs usagers y passent du temps quasi quotidiennement, mais hormis l'alcool et le cannabis, peu voire pas de consommations d'autres types de drogues y sont visibles.

- Le parking d'un centre commercial à Sainte-Geneviève-des-Bois : un groupe d'environ cinq personnes se retrouvent au fond de ce parking à ciel ouvert. Adossés à un mur, à côté d'un arrêt de bus, le groupe y consomme essentiellement de l'alcool et du cannabis mais n'expose pas d'autres consommations sur ce lieu. Si selon les intervenants en CAARUD certains injectent du Subutex ou fument du crack, cela s'effectue dans leurs espaces domestiques. Ce lieu reste leur point de rencontre quotidien principal. Les parkings semblent être des lieux régulièrement fréquentés dans le nord-est de l'Essonne et sont à l'échelle des sous-groupes de personnes précarisées fréquentant la rue, des territoires d'occupation où rivalités et bagarres peuvent entraîner des changements de lieu de rencontre ou des reconstitutions des groupes présents.

- La gare de Sainte-Geneviève-des-Bois : devant la petite gare RER de Sainte-Geneviève-des-Bois, une place où des bancs, des murets et autres espaces circulaires permettent de s'asseoir, plusieurs personnes usagères y passent une partie de leur journée. À quelques dizaines de mètres de là, sous des arbres au bout d'un terre-plein d'herbe, une tente et un grand espace extérieur pour cuisiner sont installés. Le « propriétaire » des lieux explique s'y être installé il y a plusieurs mois car il ne peut plus rentrer chez lui dans son quartier.

- À une sortie de l'autoroute, sur le chantier presque abouti, entourée de barrières en fer, deux tentes sont installées, et sont collées au mur antibruit de l'autoroute. Sur ce mur, de nombreux objets créant une sorte de décoration sont accrochés et nous permet de comprendre que cet endroit est un lieu de vie, investi par une ou plusieurs personnes et ressemble à un début de squat à ciel ouvert. Deux usagers y habitent. Cet espace est aussi un lieu où d'autres usagers, notamment la nuit, peuvent aussi venir y fumer du crack en groupe.

- Ce parc est un lieu de regroupement pour des communautés antillaises installées en Essonne depuis plusieurs décennies. Le soir, ce même espace a été un temps occupé par une communauté géorgienne injectrice de Subutex. La première tient à rester discrète et à préserver de bonnes relations avec les habitants. La deuxième, moins ancrée dans le paysage local, laisse des traces de consommation après leur passage, entraînant ainsi des tensions avec la première communauté présente en journée. (Note ethnographique n°1 espace de la marginalité urbaine Essonne 2022)

Les usagers du CAARUD de Juvisy consomment également des substances psychoactives aux abords de la structure. Un intervenant relie ce phénomène à la gentrification du quartier, qui rend moins accessibles les anciens lieux abandonnés (souvent des maisons) et incite les usagers à consommer de manière plus exposée aux regards extérieurs.

« Le CAARUD était entouré vraiment de vieilles baraques un peu pourries, avec des arrière-cours dans lesquelles il y avait des consommations. Il y en a toujours quelques-unes, mais il y a beaucoup plus de riverains très intégrés [dans ce quartier en cours de gentrification]. Donc ça modifie aussi la dynamique locale et cela crée aussi une forme d'insécurité pour les usagers parce que cela met en péril les lieux de consommation. » (Intervenant en CAARUD, Essonne)

Hormis ces points de rassemblement, les usagers du CAARUD habitent soit des appartements, soit des squats de nature variée (cabanes constituées d'éléments glanés, tentes, appartements vacants etc.) et sont très mobiles d'un habitat à l'autre. Aucun endroit ne reste habité sur le long terme, et ce temps d'habitation dans ces habitats de fortune varie en fonction des opportunités de logement qui se présentent à eux (hôtel social, HLM). Ces dernières années, la crise sanitaire a largement précarisé les usagers de drogues essonniers les moins insérés (perte des travaux journaliers notamment) et plusieurs d'entre eux ont perdu leur logement à cause de leur manque de ressources financières, les amenant par effet domino à vivre dans la rue. Il est également important de souligner que la file active du seul CAARUD du département est en constante augmentation (+ 200 %) depuis la crise sanitaire, autre signe potentiel d'une précarisation importante des usagers de drogues en Essonne.

Première description des usagers

Les personnes usagères de drogues observées en Essonne sont éloignées des institutions et sont souvent en demande d'accompagnement pour effectuer leurs démarches administratives. Pour celles qui possèdent des ressources financières, elles sont issues des aides sociales ou de la mendicité, parfois des revenus du travail par intermittence. L'accès au logement y semble plus aisé que dans Paris intramuros : bien que le nombre d'usagers SDF ait augmenté depuis la pandémie de Covid-19, plusieurs usagers possèdent un logement en appartement social.

La majorité d'entre eux sont originaires de l'Essonne et sont autant issus de milieux ruraux que de milieux urbains, dans les deux cas plutôt populaires, parfois marqués par des violences intrafamiliales fortes. Certains présentent des troubles psychiques qui ont des répercussions importantes sur leur quotidien.

Les personnes précaires usagères de drogues rendues visibles par leur présence en CAARUD font ainsi partie de réseaux communautaires dont les liens d'interconnaissance sont soit construits autour de leur présence régulière au CAARUD et leur ancienneté en Essonne, soit par leur origine géographique et culturelle : un sous-groupe d'antillais partageant les mêmes consommations (souvent du crack, parfois accompagné d'un MSO consommé hors protocole thérapeutique) et les mêmes contextes de vie est présent sur certaines scènes ouvertes, ainsi qu'un sous-groupe de personnes russophones consommant de l'héroïne ou des MSO par voie nasale ou par injection. Partageant la même langue, des pratiques culturelles semblables et constituant un système d'entraide et de solidarité, ces usagers ayant les mêmes origines géographiques se regroupent pour consommer et pour s'aider à se procurer les produits recherchés.

Des usagers plus insérés socialement et professionnellement sont très présents dans les différents CSAPA du territoire, ils peuvent être ouvriers, employés ou cadres. Parmi eux, des usagers de NPS, dont des cathinones (3-MMC notamment) sont identifiés via des initiatives de prévention dans les espaces festifs.

Des chemsexuels sollicitent de plus en plus fréquemment les CSAPA et CAARUD du département, à la suite des confinements liés à l'épidémie de Covid-19, pour des conseils de RDRD, du matériel de consommation (injection à moindre risque, consommations de GHB/GBL à moindre risque) et/ou des prises en charge en addictologie. Ces personnes peuvent être insérées, semi-insérées ou en voie de désinsertion²⁶.

²⁶ Cf. « chemsex : une visibilité au-delà de Paris intramuros », p. 34.

Les usages de drogues observés dans l'espace de la marginalité urbaine en Essonne

Hors cannabis et alcool qui constituent les consommations les plus fréquentes parmi les usagers en grande précarité, le produit le plus observé est le crack. Très disponible en Essonne²⁷, il est consommé en inhalation. Certains usagers sachant transformer la cocaïne chlorhydrate en cocaïne base peuvent également acheter des grammes ou des demi-grammes de cocaïne et préparer leur produit eux-mêmes. Le prix unitaire le plus cité varie de 10 à 20 euros en fonction de la taille de la galette.

Les usages de crack sont le plus souvent quotidiens et occupent une place importante dans l'organisation de la journée des consommateurs.

L'un des points de vente le plus connu est la cité de la Grande-Borne à Grigny, mais plusieurs sources révèlent que ce produit est disponible à Evry-Courcouronnes et à Corbeil-Essonne, notamment au sein de la communauté antillaise présente dans cette dernière ville depuis plusieurs décennies. Des appartements dédiés à la « cuisine » du crack sont identifiés par les services de police. Même si le crack est apparemment disponible et accessible dans différentes communes du département, certaines personnes usagères s'approvisionnent encore à Paris.

D'autres sources indiquent également que des médicaments opioïdes, comme le Subutex® en première position puis le Skenan® en seconde, sont consommés hors de leurs usages thérapeutiques initiaux par d'anciens usagers d'héroïne (hommes et femmes âgés de 40 à 60 ans issus des quartiers populaires essonniers), mais aussi par des PUD de la communauté russophone (hommes entre 40 et 55 ans majoritairement, originaires de Géorgie, Tchétchénie, Moldavie...) présente sur place.

Le Subutex® est consommé par voie orale, en inhalation ou par voie intraveineuse. Il est obtenu par prescription médicale le plus souvent soit par usage-revente ou dépannage entre usagers. Quant au Skenan®, il est consommé par voie intraveineuse, mais n'est pas disponible sur un marché de rue local. Aucun témoignage de prescription médicale de Skenan® n'a été collecté en 2022. Les usagers se le procurent notamment dans le quartier de la Gare du Nord à Paris. Plus globalement, aucun trafic de médicament structuré n'a été identifié sur ce territoire.

Enfin, des consommations de Lyrica® et de Rivotril® par des mineurs isolés ont été identifiées par les CSAPA d'Evry et Massy-Palaiseau dans le cadre de leur collaboration avec le système judiciaire, tout comme des consommations importantes de protoxyde d'azote en association avec du cannabis ont été identifiées dans des quartiers populaires essonniers. Ces dernières ont été identifiées via les ateliers de prévention réalisés par le CSAPA Addictions France d'Evry en lien avec le Tribunal judiciaire.

La prégabaline désormais bien installée dans le paysage francilien des drogues

En 2022, aucune nouvelle population usagère de prégabaline (Lyrica®) n'est identifiée en Ile-de-France. Cela étant, les connaissances collectives des acteurs de terrain (CAARUD, CSAPA) semblent s'affiner, permettant d'apporter des précisions sur l'accès à la prégabaline, les populations et les effets recherchés par les personnes en faisant usage.

Le marché est stabilisé et associé au marché de rue d'autres médicaments (Subutex®, benzodiazépines) et de cigarettes de contrebande. Disponible en continu sur l'année, la prégabaline est plus accessible que le Rivotril®. Son prix est en effet plus bas (de 1 à 2,5 euros le comprimé selon le dosage et selon qu'il s'agisse du médicament générique ou du princeps, contre 3 euros le comprimé de Rivotril®). Le Lyrica® 300 mg est le plus cité par les sources du dispositif TREND en 2022.

²⁷ Cf. « Premiers résultats sur le trafic en Essonne », p. 11.

Les MNA et anciens MNA (jeunes majeurs) sont les consommateurs plus visibles, à la fois dans l'espace public et dans les structures de soin en addictologie. La disponibilité et l'accessibilité de la prégabaline n'étant pas identiques selon les pays d'Afrique du Nord, les personnes arrivant de Tunisie semblent plutôt initier leurs consommations en France alors que les personnes arrivant du Maroc et d'Algérie sont déjà dépendantes lorsqu'elles arrivent sur le territoire français.

Les personnes migrantes adultes consommatrices de prégabaline (à l'exclusion des anciens MNA) sont d'âges variés et peuvent bénéficier d'un TSO. En provenance d'Europe de l'Est, du Caucase ou d'Afrique du Nord, leur arrivée en France est plus ou moins récente (de quelques mois ou années jusqu'à plusieurs décennies).

La population la plus récemment identifiée²⁸ est représentée par les personnes récemment arrivées sur le territoire français en provenance de pays d'Afrique subsaharienne (Guinée, Gambie, Somalie). Observés à l'espace de repos de la Porte de la Chapelle et dans le Nord-Est parisien, ils peuvent pour certains être également consommateurs de crack et d'autres médicaments tels que le tramadol et les benzodiazépines. À leur arrivée à Paris, ils retrouvent d'autres personnes issues de leur communauté vivant également à la rue, évoluant à proximité de lieux de revente de médicaments de rue et de crack, et leurs consommations semblent, pour une grande part, opportunistes.

Tout comme les profils et parcours, les logiques de consommation sont plurielles et peuvent s'adapter aux conditions de vie à la rue. Même si les plus en difficultés sont parfois imprécis sur les quantités consommées, les informateurs citent en 2022 des quantités comprises entre 2 et 6 gélules de 300 mg par jour (soit 600 à 1 800 mg par jour).

Au moins trois effets, potentiellement cumulatifs, peuvent être recherchés par les personnes faisant usage de prégabaline :

- substitution et/ou gestion des consommations de crack/cocaïne (incluant la gestion de la redescende), de benzodiazépines, d'alcool et/ou d'opioïdes ;
- régulation auto-thérapeutique des émotions et/ou de symptômes psychiatriques (stress, anxiété, PTSD, troubles bipolaires, troubles du sommeil) ;
- désinhibition et passages à l'acte (délictuels et/ou prostitutionnels) ; l'effet amnésiant du Lyrica® peut également être recherché par les usagers dans ces situations.

Des signaux de consommation de cocaïne parmi les usagers de la marginalité urbaine parisienne

En 2022, plusieurs sources révèlent que des usagers de la marginalité urbaine parisienne²⁹ consomment de la cocaïne sous sa forme chlorhydrate. Jusqu'à présent, ce produit était accessible quasi uniquement à des personnes disposant de ressources financières plus importantes et plus insérées socialement. Mais sa vente en demi-gramme ou en de plus faibles quantités, à des prix bas, destinée à créer un nouveau public de consommateurs parmi les plus précarisés, a largement joué dans sa diffusion au sein de cet espace. Des consommations de cocaïne ont été observées notamment sur le square Forceval. Dans les CAARUD, des usagers ont été observés s'approvisionnant également en outils de réduction des risques destiné à la consommation par voie nasale (« roule ta paille ») en

²⁸ Cf. « Usages de drogues parmi les nouvelles populations migrantes », dans Juszczak E., Lovera M., Pfau G., Madesclaire T., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDI, 2022, pp. 25-27.

²⁹ À la différence du département de Seine-Saint-Denis où des consommations de cocaïne par des usagers précaires, notamment par voie injectable, sont observées et décrites par TREND IDF depuis l'extension du dispositif à ce département en 2017.

plus grand nombre qu'auparavant, ce qui constitue un indicateur possible d'une augmentation des usages par ces publics.

« La cocaïne fait son retour dans la population précaire. Je dis « revient », mais je n'ai jamais connu d'usagers grands précaires qui sniffaient la cocaïne. Disons que de la cocaïne peu chère permet à des précaires de consommer par voie sniffée. Ils apprécient cet usage. De grands précaires sniffent de la cocaïne en raison de la grande accessibilité permise par « des bons plans » du prix de la cocaïne poudre. » (Infirmière en CSAPA, Paris)

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs

Dernières évolutions de la scène festive en Ile-de-France

L'espace techno : l'influence alternative et queer donnent toujours le rythme

Depuis 2010, les scènes technos prennent de plus en plus de place dans le paysage festif francilien et les cultures technos y deviennent de plus en plus acceptées. En 2022, le paysage de la scène techno d'Ile-de-France reste stable et les mêmes dynamiques que celles des années précédentes se poursuivent³⁰. Plus précisément, deux mouvements culturels majeurs colorent la scène techno francilienne : celui de la culture techno alternative dont l'esprit libertaire et permissif favorise largement la fonction sociale d'exutoire de la fête, et celui du mouvement queer qui revendique le droit de choisir son identité de genre et de l'exprimer. Les personnes fréquentant ces soirées suivent plutôt des collectifs que des lieux : des soirées organisées par un même collectif peuvent ainsi avoir lieu une fois dans un hangar et relever du format *warehouse*, puis la fois suivante avoir lieu dans un club. À titre d'exemple, en 2022, une soirée organisée par un collectif de *free parties* a eu lieu dans une salle des fêtes.

L'essor et la visibilisation de la culture queer dans les espaces festifs marquent également les scènes technos. En 2022 particulièrement, l'attrait pour les soirées techno-queer a connu un essor particulier : de plus en plus de personnes ne se définissant pas comme LGBTQ+ se rendent à ces soirées *hétéro friendly*.

Face à ce phénomène de « démocratisation » des soirées techno-queer, une scène de « contre contre-culture » se développe, afin de retrouver l'esprit libertaire initial qui pour certains se perd dès lors qu'un mouvement devenu moins confidentiel attire d'autres populations. L'ethnographie révèle que ces soirées se déroulent dans des squats ou dans des espaces privés et sont accessibles uniquement sur invitation. Elles s'apparentent plutôt au format des « privées »³¹ :

« Un enquêté observe le développement d'une « contre contre-culture » avec des soirées queers confidentielles, de petite taille et véritablement underground, se déroulant dans des hangars, des squats mais aussi des « G-tek » (un mot qu'il emploiera plusieurs fois mais que je n'avais jamais entendu, qui désigne des galeries techniques, c'est-à-dire des locaux EDF ou SNCF abandonnés), ou (très rarement) dans les catacombes. Pour la dernière où il est allé, qui rassemblait 150 personnes dans une G tek à une porte de Paris, l'entrée se faisait uniquement sur liste et le collectif avait placé des barrières de chantier pour cacher la queue devant l'entrée. Pour pouvoir entrer il fallait d'abord avoir le lien vers un site type Digitick où les préventes étaient disponibles (sans aucune précision sur le type d'événement dont il s'agissait afin que seules les personnes en possession du lien puissent trouver l'événement). Une fois la prévente achetée, il fallait aller sur la page Insta privée de l'événement (donnée seulement par le bouche-à-oreille) envoyer la preuve d'achat de la prévente en donnant son nom pour qu'enfin – si le collectif validait la demande – ils mettent le nom sur la liste ! » (Note ethnographique n°2, espaces festifs IDF, 2022)

³⁰ Cf. « Logiques d'usages pendant le couvre-feu 2021 dans les espaces festifs alternatifs », in Juszcak E., Lovera M., Pfau G., Madesclaire T., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2021*, Association Oppelia Charonne/OFDI, 2022, pp. 37-42.

³¹ Les « privées » sont des soirées technos organisées dans des espaces privés (maisons) ou publics (mais discrets, cachés, parfois des lieux insolites), avec un nombre de personnes limité. Ces événements ne sont pas officiels et seules les personnes issues d'un cercle d'interconnaissances restreint y ont accès. Cf. « Le nouveau format des privées », dans Juszcak E., Lovera M., Pfau G., Madesclaire T., 2022, *op.cit.* p. 41-42.

Free parties : des nouvelles modalités d'organisation

Deux ans après l'épisode du Covid-19, les *free-parties* franciliennes ont évolué : les collectifs sont toujours présents, de nouveaux se créent chaque année, mais ils sont beaucoup moins actifs sur place et cette scène n'a pas retrouvé son dynamisme antérieur à la crise sanitaire. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette évolution, dont la principale reste les formes récentes de répressions policières de plus en plus sévères qui visent autant les organisateurs de soirées que les participants : amendes importantes, saisies de matériel, confrontations physiques, etc. Selon les données de l'ethnographie, la région Ile-de-France étant très densément peuplée, les *free-parties* y sont immédiatement repérées. Cela a amené les collectifs qui cherchent des manières de poursuivre leurs activités en évitant les confrontations avec les forces de l'ordre, à s'invisibiliser mais aussi à s'entraider tant à l'échelle régionale que nationale. L'expression « Vivons heureux, vivons cachés » s'entend aujourd'hui sur les lèvres de nombreux organisateurs et personnes impliquées dans ce mouvement.

Trois nouvelles modalités d'organisation caractérisent désormais les *free-parties* d'Ile-de-France :

- les seules fêtes organisées en Ile-de-France sont désormais des « private » : nombre de personnes limité, pas ou peu de communication, lieu changeant et révélé au dernier moment via des canaux de communication cryptés.
- les plus gros événements ne se déroulent plus en Ile-de-France mais dans des régions éloignées géographiquement. Les collectifs sont actuellement prêts à parcourir plusieurs centaines de kilomètres pour continuer à faire vivre les fêtes.
- les différents collectifs se fédèrent, tant à l'échelle régionale que nationale, communiquent plus entre eux au quotidien. Malgré les derniers épisodes de répression, le nombre de participants aux rencontres nationales a triplé entre 2021 et 2022, et le fond de soutien aux collectifs fonctionne toujours très bien, « *ce qui contribue à souder les sounds systems* », selon un intervenant en RdRD en milieu festif, et à continuer à faire face aux multiples saisies de matériel.

« Les collectifs d'Ile-de-France adoptent 3 stratégies qui correspondent aussi à leur taille et à l'âge des organisateurs :

- Les « anciens » sons, souvent très connus (Heretik...) et composés de quarantennaires n'organisent plus de free, en revanche ils se produisent régulièrement sur des événements légaux (clubs, salle des fêtes...) qui leur permettent de faire des fêtes sans risque de saisie, sans trop se fatiguer et en faisant un peu d'argent.
- Les gros sons actifs, généralement composés de trentennaires, organisent des événements plus rares et plus lointains mais souvent sur de longues périodes (2 jours et plus), avec beaucoup de déco etc. Ce sont les événements de référence : les plus « branchés », ceux que les amateurs de free party préfèrent, dont ils vont discuter.
- Les nouveaux sons, composés de personnes âgées de 20 à 30 ans, de loin les plus nombreux, vont organiser des événements beaucoup plus petits (50 à 150 personnes), souvent sur des terrains privés, avec assez peu de matériel et surtout aucune communication puisqu'ils craignent de voir arriver la police mais aussi d'éventuels « squatteurs de teuf » d'autant plus difficiles à gérer que l'événement est petit et que les organisateurs sont peu nombreux et moins expérimentés. » (Note ethnographique n°2, espaces festifs IDF, 2022)

L'ecstasy : une consommation socle qui se maintient malgré l'essor d'autres produits

Ces dernières années, la diffusion, au sein des espaces festifs technos, de certains produits comme la 3-MMC (ou la 3-CMC, voir pp. 32-33), le GBL, la kétamine, est observée par le dispositif TREND. Tous trois sont des produits consommés initialement dans d'autres contextes (espaces liés au chemsex, espace festif gay et *free-parties*) et sont actuellement dans une phase de diffusion à des espaces moins spécifiques.

Pour autant, malgré l'essor de ces substances, force est de constater que la MDMA/ecstasy reste un produit socle et utilisé par de nombreux consommateurs dans les espaces festifs.

« Tous les témoins observent la très forte disponibilité de la MDMA qu'ils classent parmi les produits les plus consommés dans toutes les composantes de l'espace festif. C'est d'ailleurs l'un des produits consommés par le plus de témoins. » (Note ethnographique n°1, espaces festifs IDF, 2022)

Dans les espaces festifs techno, elle est consommée sous sa forme comprimée ou sous sa forme cristal préparée en parachutes (doses déposées dans des feuilles de papier à cigarettes puis refermées par pliage ou torsades, et avalées). Des moments de préparation collectifs de « paras de MD » avant de se rendre en soirée sont décrits :

« Chaque sortie donne lieu au préalable à un « atelier para », qui se déroule en général chez la personne qui reçoit les amis en before. Au fur et à mesure que la bande se réunit, les quantités de MDMA recueillies par les uns et les autres sont mises en commun et conditionnées dans des parachutes selon des dosages de forces différentes. Les parachutes sont ensuite réservés à part, classés par force. Il y a généralement une ou deux personnes qui gèrent la distribution. La proximité et la familiarité des participants permettent d'éviter le monnayage systématique : chacun fournit selon ses capacités. Les dosages sont évidemment faits à vue de nez, pas de balances. » (Note ethnographique, espaces festifs gays et chemsex, 2022)

Sa disponibilité tant sur les lieux de fête (les dealers proposent en soirée des comprimés à 10 euros l'unité en moyenne) que par livraison à domicile (sous forme de comprimés ou de cristal) reste très importante.

Les profils de consommateurs de MDMA sont divers : des usagers en début de carrière de consommation, le plus souvent initiés par d'autres personnes de leur entourage, des usagers occasionnels dont les sorties et les consommations de MDMA/Ecstasy vont de une fois par mois à plusieurs fois dans l'année, et, plus rarement, des polyconsommateurs régulièrement présents dans les espaces festifs qui consomment plusieurs produits au cours de la soirée, dont la MDMA (aux côtés de la cocaïne, la 3-MMC, ou la kétamine principalement).

Les intervenants associatifs observent que les pratiques de fractionnement conseillées pour réduire les risques liés à la présence de comprimés fortement dosés ont été largement intégrées par les consommateurs. Certains usagers, notamment ceux qui consomment très régulièrement, préfèrent réduire leur consommation de MDMA tant ce stimulant demande un temps long de récupération, car provoquant des fatigues extrêmes voire, chez certains, des formes de dépression. L'accessibilité aisée à des produits ayant des effets à plus court terme (comme la cocaïne, la 3-MMC ou la kétamine) présenterait ainsi l'avantage de pouvoir consommer plus régulièrement.

Le GBL : entre diffusion vers de nouveaux consommateurs et crainte des organisateurs

En 2022, le GBL poursuit sa diffusion dans les espaces festifs techno. Initialement observé dans les espaces chemsex et festif gays où il demeure très présent, il s'est diffusé ces dernières années par l'initiation entre pairs, des populations HSH vers les populations non HSH. Cependant, s'il est devenu un produit observé lors de certaines soirées technos, sa présence y reste limitée par rapport à d'autres substances, plus consommées. En 2022, plusieurs sources rapportent que de nouvelles populations consomment du GBL et le perçoivent comme un produit qu'il conviendrait d'expérimenter. Des personnes de moins de trente ans, fréquentant des espaces festifs plus commerciaux, moins alternatifs, ainsi que quelques femmes ont été observées consommant du GBL en contexte festif.

« De plus en plus de jeunes très intégrés socialement (étudiants en écoles de commerce) fréquentent de plus en plus ces espaces (techno et techno-queer) pour s'encanailler et, parce

que c'est à la mode, seraient de plus en plus nombreux à consommer du G. » (Groupe focal intervenants festif 2022)

« Un intervenant observe d'ailleurs deux populations distinctes parmi ceux qui font des G-holes : d'un côté les plus jeunes dont c'est souvent la première expérience, qui en ont pris trop, en ont repris trop vite ou en ont pris alors qu'ils avaient déjà trop bu, et de l'autre côté, des personnes plus âgées, souvent grosses consommatrices de G, qui jouent avec leurs limites et sont parfois même habitués des G-holes. » (Note ethnographique n°1 espaces festifs IDF 2022)

Parallèlement à cette lente diffusion, un phénomène opposé s'observe de la part d'autres acteurs de la sphère festive : depuis la vague des piqûres en contexte festif en 2021³², de nombreux organisateurs de soirées interdisent strictement la consommation de GBL afin de ne pas mettre en péril leurs événements. Le G-hole pouvant entraîner une dépression respiratoire létale, les organisateurs de soirées ne souhaitent pas être tenus pour responsable en cas d'accidents graves et une forme de tolérance zéro est demandée aux vigiles. Cela peut se traduire par des interdictions de distribuer des pipettes de GBL, des fouilles où l'on interdit les sprays nasaux suspectés de contenir cette substance, ou encore l'éviction des personnes ayant été prises sur le fait de consommer du GBL, voire en situation de G-hole. Dans certaines soirées en club, des posters interdisant cette consommation peuvent également être affichés. Ces différents rejets de la consommation de GBL suscitent des critiques de la part de certains acteurs de la RdRD qui perçoivent ici un frein à la sensibilisation. Des kits de consommation de GBL sont proposés par ces associations, mais le tabou qui perdure autour de ce produit limite les possibilités d'échanges et de sensibilisation avec les usagers. Selon les participants au groupe focal intervenants festif IDF 2022, peu de questions sur le GBL leurs sont posées lorsqu'ils interviennent en espaces festifs.

Plusieurs stratégies d'invisibilisation des consommations ont été identifiées, dont le phénomène récent de préparation de doses de GBL dans des gélules en amont de la soirée, la dissimulation du GBL dans des tubes eppendorf accessibles sur internet, ou plus simplement la consommation de GBL en amont de la soirée, lors des before. L'ethnographie révèle que certaines personnes font ainsi le choix de ne plus apporter de GBL en soirée et de ne plus en consommer dans ces cadres-là, par peur d'être perçu comme agresseur potentiel, de se voir soit refuser l'entrée ou d'être sommé de quitter les lieux.

En dehors des espaces nocturnes festifs, les acteurs sanitaires notent pour leur part des indices de consommation problématiques de GBL de plus en plus importants. Dans les CSAPA, certains observent des situations d'addiction à ce produit, tandis que plusieurs services hospitaliers ont été sollicités par des consommateurs souhaitant initier un sevrage de GBL, amenant ainsi à faire l'hypothèse d'une augmentation du nombre de personnes consommant du GBL en dose importante et se sentant démunis face à de possibles situations de dépendance à ce produit.

Kétamine : apparition de nouvelles logiques d'usage et accessibilité en hausse

Mise en perspective historique de la diffusion de la kétamine depuis 20 ans en Ile-de-France

Le chlorhydrate de kétamine est un anesthésique utilisé en médecine humaine et vétérinaire depuis les années 1960. Dénommée « kéta », « ké », « K », « spécial K », « kate », la kétamine se présente sous forme liquide incolore et inodore, qui une fois cuisinée pourra prendre la forme de très fins cristaux ou de poudre de couleur blanche. Contrairement à d'autres produits comme la cocaïne, le cannabis ou l'ecstasy, il n'existe pas de mesure quantitative des usages de kétamine en population

³² Cf. « Usages de drogues et violences sexuelles », in Juszcak E., Lovera M., Pfau G., Madesclaire T., 2022, *op.cit.*, p. 48-49.

générale adulte³³, ce qui rend ce phénomène difficilement objectivable. Les données recueillies par TREND IDF peuvent cependant mettre en lumière ces différentes phases et dynamiques de diffusion depuis la fin des années 1990.

Ces données sont fondées sur les observations nécessairement subjectives de consommateurs (qui fréquentent les espaces festifs) et de professionnels (en fonction de leurs terrains d'intervention). Face à ces enjeux d'interprétation, les données produites ces vingt dernières années en Ile-de-France et sont mobilisées et permettent de s'interroger sur l'existence de trois cycles de diffusion³⁴ de la kétamine. Pour déterminer comment cette diffusion aurait eu lieu, les indicateurs sont d'abord le type d'espace où la kétamine est rencontrée, les usages et les représentations collectives à l'instant T, puis, dans un second temps, son degré d'accessibilité (en trouve-t-on facilement, son prix est-il abordable, sa forme est-elle directement consommable ?). Ce travail de mise en perspective historique permet d'éviter l'écueil de conclusions trop hâtives sur les usages actuels.

Ce produit est observé depuis les années 1990 dans les *free-parties* puis d'autres événements technos alternatifs. Dans les autres espaces festifs, la kétamine jouit d'une image plutôt négative (anesthésiant pour cheval) mais cette représentation varie d'une période à l'autre. Au cours des 20 dernières années, par deux fois, la kétamine est sortie des espaces alternatifs et s'observe dans des espaces plus « branchés » : d'abord en 2005, puis graduellement dès 2017. Dans ces espaces, les quantités consommées sont plus faibles (« une clé de K ») et les effets recherchés ne sont pas dissociatifs mais plutôt liés à l'incitation à danser, sans modifications de perceptions plus conséquentes. Dès 2017, dans les espaces alternatifs, les occurrences de « near death experiences » ne sont plus visibles, laissant penser à une consommation également en plus faible quantité dans ces espaces.

Parallèlement, depuis le début des années 2010, d'autres facteurs ont favorisé son accessibilité et sa diffusion : forme poudre immédiatement consommable plus courante, augmentation de la disponibilité et, depuis 2019, baisse des prix, mais aussi le fait que cette substance ne soit pas détectable via les tests salivaires réalisés par la police sur les automobilistes.

Entre 2001 et 2022, trois cycles de diffusion d'un espace festif à un autre

Premier cycle : diffusion de 2006 à 2008

En 2001, la kétamine est uniquement identifiée dans les *free-parties* et les établissements festifs gay. Consommée à la marge en *free party*, la substance y est connotée négativement : les usages ont alors souvent pour but la recherche d'effets dissociatifs provoquant une perte de repères spatio-temporels, des hallucinations, voire des pertes d'équilibres et des effets dissociatifs. Certains usagers la consomment ainsi pour vivre des expériences introspectives allant parfois jusqu'à la perte de connaissance volontaire nommée « near death experience ». Ces comportements sont perçus par de nombreux teufeurs comme non compatibles avec les sociabilités festives car favorisant l'introspection et l'absence de communication (danser à la limite de la perte d'équilibre, en prenant beaucoup d'espace et sans tenir compte des personnes autour).

« L'usage de kétamine (...) semble relativement rare et très circonscrit au milieu festif et à certains types de lieux. Les usagers seraient essentiellement des personnes fréquentant les free parties et les teknivals (teufeurs) et des hommes fréquentant le milieu festif gay (parfois de jeunes gay un peu marginalisés et abuseurs de toutes sortes de produits). » (Rapport 2003)

À partir de 2006, une évolution des logiques d'usage s'observe simultanément auprès de populations et au sein de scènes festives différentes (usages plus parcimonieux et recherche d'effets moins forts)

³³ En population générale adolescente à 17 ans, en revanche, une mesure (0,9 % d'expérimentation) est disponible depuis l'édition 2022 de l'enquête Escapad :

https://www.ofdt.fr/files/2916/8543/2322/OFDT_Tendances_ESCAPAD_VF.pdf, p. 3.

³⁴ Cette analyse par espace prend en compte les modes de consommation et les représentations collectives. Les extraits illustrant cette partie sont tirés des rapports TREND IDF dont l'année est indiquée entre parenthèses.

La kétamine devient un produit qui permet un état de conscience plus légèrement modifié incitant à danser, à apprécier davantage la musique tout en pouvant continuer à entretenir des interactions avec d'autres personnes (effets de courte durée).

« Le fait marquant de l'année est donc que, six ans après son arrivée dans le milieu techno, l'usage festif de la kétamine est à présent majoritairement maîtrisé par les consommateurs de ce produit qui répandent ce nouveau savoir empirique aux nouveaux consommateurs. (Questionnaire d'une structure intervenant dans l'espace festif). » (Rapport 2004)

« Comparé aux années précédentes, les observateurs signalent de « nouveaux » groupes d'usagers de kétamine qui ne recherchent pas les effets de dépersonnalisation entraînés par des consommations importantes de kétamine mais les effets plus euphorisants (proche de l'ivresse alcoolique) pouvant être obtenus par des quantités consommées plus faibles de produit. Ces consommateurs ont été décrits comme de « jeunes branchés » fréquentant les clubs et les discothèques. Cette même structure indique que la kétamine serait « le produit à la mode qui vient parfois de Grande-Bretagne et qui incarne une certaine "branchitude". » (Rapport 2005)

Au début des années 2000, la Kétamine est peu accessible et coûte entre 40 et 80 euros le gramme. Sa forme liquide demande de savoir la transformer en forme sel. De ce fait, seuls des usagers initiés à cette « cuisine » peuvent la revendre en soirée une fois transformée. Sa forme poudre est également disponible mais dans une moindre mesure.

« L'approvisionnement de la kétamine fonctionnerait par réseau d'amis ou lors d'événements festifs (« teuf »). Le prix courant de la kétamine en poudre serait d'environ 40 euros le gramme (variant de 30 à 60 euros). Deux cas de troubles de conscience avec évolution favorable ont été constatés en Seine-Saint-Denis après des prises de kétamine. Ce produit semble pouvoir provoquer des comas particuliers : réveil et rechutes, avec des troubles de conscience très graves. » (Rapport 2002)

Deuxième cycle : repli de 2009 à 2016

À partir de 2009, la kétamine, est moins observée dans les milieux festifs branchés parisiens (clubs/bars) où son image est redevenue négative et sa fonction d'anesthésiant pour cheval est régulièrement citée. Elle continue toutefois à faire l'objet d'une forte visibilité dans certains milieux technos alternatifs.

« Dans le milieu festif commercial et dans les soirées privées, la kétamine garde l'image d'un produit plutôt fort, « d'anesthésiant pour cheval » que l'on peut expérimenter mais dont l'usage régulier est réservé à des cercles restreints (souvent d'anciens teuffeurs). (...) Certes, ce produit s'est énormément diffusé ces dernières années (depuis la pénurie de MD) dans le milieu des free-parties et quelques milieux connexes (soirées privées culturellement liées au mouvement alternatif techno, soirées trance...), cependant elle reste extrêmement confinée à ces espaces et conserve une image très négative dans les autres milieux (anesthésiant pour chevaux). » (Rapport 2012)

Au début des années 2010, deux modes d'approvisionnement de kétamine sont observés au sein de deux populations différentes : le premier dans les espaces technos, par les populations communément nommés « teuffeurs » qui les fréquentent, et le deuxième via des trafics issus de réseaux communautaires asiatiques régulièrement démantelés par la Brigade des stupéfiants. Ces deux types de réseaux ne communiquent pas entre eux. En 2017, à travers l'ethnographie menée en Seine-Saint-Denis, on observe de la vente de kétamine par des réseaux vendant également de la cocaïne et de la MDMA/Ecstasy. À cette époque, son prix reste le même.

Troisième cycle : dès 2017, un retour graduel hors des espaces technos alternatifs

À partir de 2017, des consommations de kétamine sont à nouveau observées dans des espaces festifs hors free party (bars, péniches du centre de Paris, clubs). Ces consommations semblent s'accroître

progressivement et l'on décrit à nouveau des consommations en petite quantité accompagnées d'une représentation plus positive de la kétamine.

« En ce qui concerne la consommation de drogues, il y a une évolution avec la rupture du tabou qui entoure la consommation de drogues. Avant c'était mal, c'était seulement des gens qui allaient mal qui en prenaient, maintenant c'est quelque chose de culturel. Cela permet aux gens de pouvoir parler de leurs pratiques et finalement de prendre moins de risques. On le voit bien avec l'émergence de la kétamine et du GHB et le peu d'incidents que cela provoque en tout cas dans les soirées sur lesquelles je suis bénévole. » (Rapport 2017)

Puis avec la numérisation du trafic et la livraison à domicile, on observe aujourd'hui la présence de kétamine dans les menus de vente de certains réseaux (1^{ère} occurrence en 2018), une hausse de sa disponibilité sous forme poudre en majorité (qui ne nécessite plus d'être cuisinée) et un prix (1^{ère} occurrence en 2019) en baisse compris entre 30 et 40 euros le gramme.

« Marquée par des saisies record des forces de l'ordre en 2019 (14 kilos en Ile-de-France contre 100 grammes l'année précédente), la tendance à la hausse de l'accessibilité et de la disponibilité de la kétamine se poursuit. Contrairement aux années précédentes où des périodes de pénuries régulières étaient rapportées, la disponibilité du produit a été constante en 2019. Les filières de revente de kétamine semblent être souvent les mêmes que celles utilisées pour la revente de MDMA. (...) Accessible en livraison à domicile comme au sein des espaces festifs, plusieurs usagers expliquent que la majorité des livreurs de kétamine proposent également de la MDMA, ce qui rejoint le constat effectué par les services de police selon lequel la kétamine s'intègre dans des réseaux déjà engagés dans le trafic d'autres substances. (...) En parallèle de l'accroissement de sa disponibilité, le prix moyen de la kétamine semble en légère baisse, cette baisse concernant principalement l'espace festif techno alternatif au sein duquel il est possible de s'en procurer au prix de 30 euros le gramme : "Le prix de base c'est 40, mais ce n'est pas très dur de l'avoir à 30 euros, plus personne ne la fait à 50 maintenant que t'en trouves partout". » (Rapport 2019)

En 2022, la diffusion de la kétamine se poursuit au-delà des espaces initialement décrits

Cette tendance est toujours rapportée par plusieurs intervenants en RdRD, et peu ou pas de changements n'ont été observés en 2022.

« Il y a aussi plus de jeunes hétéros. Ce sont souvent des hétéros bien insérés. Ils sont davantage dans des logiques de consommation qui ressemblent à ce qu'on avait en tête pour le milieu LGBT et gay il y a trois ou quatre ans. Parfois, c'est un peu désarmant parce qu'ils arrivent en disant : « je prends de la kétamine ». Il y a deux ans, elle était encore dans le milieu gay. C'est désormais une drogue qui est devenue très hétérosexuelle. » (Groupe focal intervenants festifs 2022)

« C'est nouveau, ça apporte des choses qu'ils recherchent et, en cas de contrôle à la sortie de la boîte, ils sont tranquilles. C'est la cerise sur le gâteau ! On a connu la même chose avec la kétamine à un moment donné. Il y a des gens qui ne seraient jamais allés sur la kétamine sans cet aspect-là. En sachant que ce n'était pas forcément le produit qu'ils recherchaient. Je pense que c'est à surveiller parce que ça peut jouer, notamment chez les plus jeunes. » (Groupe focal intervenants festifs 2022)

Cette diffusion s'observe plus particulièrement dans de nouveaux espaces, chez une nouvelle population fréquentant des espaces festifs plus commerciaux (comme en 2010) qui en fait des usages différents : les modes de consommation décrits sont des « clés de kétamine », des consommations par sprays (des dilutions de kétamine dans de l'eau, vaporisées), donc globalement des quantités plus faibles que dans les années 2000, parfois sans l'associer à d'autres produits et parfois en le mélangeant à la cocaïne (mélange appelé « calvin klein »). Les espaces décrits peuvent être des péniches, des bars, ou encore des clubs.

« C'est presque du "microdosing". Dans ces soirées où sniffer des lignes est compliqué (sécurité...), les gens prennent surtout des clés de kétamine, et donc des doses très faibles,

généralement dans le son, pour mieux ressentir la musique. Ils sont donc loin des effets dissociatifs de la kétamine. » (Note ethnographique n°1, espaces festifs, 2022)

L'ethnographie met en relief quant à elle une évolution des représentations de la kétamine qui favorise sa diffusion. Il est intéressant ici de souligner l'impact des médias sur les représentations de ce produit, la kétamine étant depuis peu reconnue en France pour ses qualités d'antidépresseur³⁵, donc moins directement associée à un médicament anesthésiant à usage vétérinaire.

« Le changement d'image de la kétamine a peut-être rendu possible des trajectoires/carières de consommation où l'on consomme de la kétamine avant la cocaïne et la MDMA/Ecstasy, ce qui était extrêmement rare auparavant car la kétamine faisait beaucoup plus peur que ces deux produits. Aussi, les consommateurs de kétamine intégrés et parfois chics ne perdent pas l'équilibre, comprennent ce qu'on leur dit, ne font pas de k-holes etc. Ils renvoient donc une image de la kétamine très éloignée de l'ancien stéréotype qui collait à ce produit (anesthésiant pour chevaux hyper puissant). » (Note ethnographique n°1 espaces festifs 2022)

Ainsi, si certaines personnes continuent à faire usage de kétamine en quantité importante dans certains espaces festifs, la diffusion du produit vers de nouveaux espaces comprenant des nouvelles populations, a engendré de nouveaux usages.

³⁵ Lire notamment : <https://presse.inserm.fr/ketamine-et-depression-un-mecanisme-de-leffet-antidépresseur-devoile/65780/> et https://www.liberation.fr/societe/sante/depression-pourquoi-la-ketamine-est-elle-si-efficace-20221011_ZGI3LA2ZAZGUBCQJ46CGTLBXLl/?outputType=amp

Autre(s) phénomène(s) marquant(s)

La « 3 » dans tous ses états

La 3-MMC (pour 3-methylcathinone) est une substance de synthèse de la famille des cathinones, alcaloïde provenant des feuilles du khat (*Catha edulis*), un arbuste africain dont elle est le principe actif. Les cathinones, molécules synthétiques aux effets stimulants et empathogènes, constituent une des familles de molécules appartenant à l'ensemble des nouveaux produits de synthèse (NPS), dont l'offre s'est multipliée à la fin de la décennie 2000-2010 par le biais d'internet. Les cathinones sont présentes dans le milieu gay parisien depuis la fin des années 2000³⁶, en particulier parmi des usagers pratiquant le chemsex. L'ensemble de cette famille de molécules a été classé stupéfiant en France en 2012³⁷.

La 3-MMC se détache nettement des autres cathinones et semble suivre un parcours rappelant des drogues plus diffusées et consommées par des publics variés. Un diminutif est désormais largement utilisé par les usagers qui évoquent la « 3 », tout comme la cocaïne est dénommée la « C » ou la MDMA la « D ». La 3-MMC est consommée en sniff, en « parachute », ou en injection (*slam*, lorsqu'elle est consommée en contexte chemsex).

Jusqu'en 2016-2018, le site TREND francilien observait des usages de 3-MMC qui semblaient cantonnés à des contextes de chemsex. En 2022, le produit reste très consommé parmi les chemsexuels, aux côtés du GHB/GBL.

Un produit dont la diffusion continue d'être observée en dehors des espaces liés au chemsex

Depuis 2018, la consommation de « 3 » ne se limite plus aux lieux accueillant des pratiques de chemsex, et ne concerne plus uniquement des chemsexuels. Les espaces festifs se décloisonnent, comme le montre l'avènement, au tournant de l'année 2020, des soirées techno-queer³⁸. Ce décloisonnement s'observe à la fois en termes de genres musicaux, de types de lieux festifs, au sein desquels se côtoient différents publics et où peut s'expérimenter la 3-MMC. Les usages de 3-MMC se sont ainsi diffusés du chemsex vers les milieux du clubbing gay, puis à ceux des réseaux « queer », jusqu'à être observés désormais dans les autres espaces festifs plus mainstream.

Parallèlement à cette diffusion des usages, l'accès au produit a également évolué. Des filières de revente structurées le proposent désormais aux côtés des autres produits plus courants.

« Je dirai que de nombreux vendeurs sont un peu « fourre-tout ». Auparavant, il y avait des vendeurs de cocaïne, des vendeurs de résine, etc. Aujourd'hui, l'offre est plus diversifiée, nous interpellons souvent des individus porteurs d'un panel de produits, ils vendent un peu de cocaïne, un peu de résine, un peu de MDMA, un peu de 3-MMC. » (Groupe focal application de la Loi, Paris, 2022)

Depuis 2018, un marché semble ainsi se stabiliser à Paris³⁹, accessible désormais aux non-chemsexuels : il est ainsi possible de se procurer de la 3-MMC en livraison à domicile ou sur rendez-vous via des applications de messagerie. Ce marché constitue une alternative aux sites internet, bien que le prix y soit plus élevé (30 à 40 euros/gramme contre 20 euros/gramme sur internet). Ce prix

³⁶ Pfau G., Pequart C., *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2009. Tendances récentes sur le site de Paris*, Association Charonne/OFD, 2010.

³⁷ Arrêté publié au « Journal officiel » du 27 Juillet 2012.

³⁸ Cf. « Croisement des publics au sein de la scène techno-queer », dans Juszczak E., Lovera M., Pfau G., Madesclaire T., 2022, *op. cit.*, pp. 43-44.

³⁹ Cf. « 3-MMC », dans Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2019*, Ophelia Charonne/OFD, 2020.

reste faible comparativement aux autres stimulants classiques (cocaïne, MDMA), contribuant à la haute accessibilité de ce produit. En outre, cette diffusion et l'élargissement de l'offre en livraison s'observe au-delà de Paris, comme dans les Hauts-de-Seine et l'Essonne où les investigations de TREND ont débuté récemment.

« Je n'ai jamais vu, ça fait quasiment vingt ans que je suis en addicto, un produit qui a explosé aussi vite, aussi rapidement, avec autant de sollicitations, de demandes de retours. Franchement, c'est assez fort. On avait des épiphénomènes parfois sur des produits, on avait des petites choses comme ça, très locales, mais là, j'ai vraiment l'impression qu'il y a une tendance lourde. » (Chef de service en CSAPA, Essonne)

Visibilité des conséquences sanitaires et sociales en hausse

En se diffusant au-delà de la « sphère originelle du chemsex », selon les termes d'un intervenant en RdRD, la visibilité des dommages et des demandes de prises en charge liés à la 3-MMC semble en augmentation. Des intervenants en addictologie évoquent des troubles de l'usage incluant notamment perte de contrôle, troubles psychiatriques (épisodes psychotiques aigus ou troubles chroniques, syndromes dépressifs), troubles pouvant avoir des effets sur la libido ou l'impossibilité d'avoir des rapports sexuels sans produit. Auparavant plutôt circonscrites aux structures spécialisées dans le champ de la santé sexuelle et/ou du chemsex, des demandes de soin émergent désormais dans des structures d'addictologie « généralistes » telles que des CSAPA et des services hospitaliers, et ceci dans toute l'Île-de-France.

« Désormais, des patients sont suivis dans tous les CSAPA sur le territoire parisien et de l'Île-de-France. En hospitalisation, le pourcentage de patients adressés pour des sevrages de cathinones ou de GHB-GBL a nettement progressé. Il en va de même des « adresseurs » : nous constatons une hétérogénéisation des profils et des localités qui nous adressent les patients. » (Médecin en CSAPA, Paris)

« 3 », 3-MMC, 3-CMC... Confusions et variabilité des représentations

En septembre 2021, la 3-MMC a été classée stupéfiant aux Pays-Bas, pays qui héberge(ait) la majorité des sites internet vendant le produit. Depuis cette date, les analyses RdRD⁴⁰ et de veille⁴¹ montrent que la 3-MMC semble de plus en plus fréquemment remplacée par de la 3-CMC⁴² ou d'autres cathinones aux effets proches (3-MMA, 2-MMC, 4-MMC, DMBDP...). La substitution de la 3-MMC par la 3-CMC est parfois méconnue du consommateur ayant acheté le produit, et, potentiellement, des revendeurs s'approvisionnant sur internet.

Néanmoins, arrivée sur le marché francilien à la fin de l'année 2021, la 3-CMC apparaît de plus en plus dans les discours des personnes qui font usages de cathinones, dans le discours des revendeurs mais aussi dans les contenus réels des drogues. En 2022, selon ATPidF⁴³, seuls 40 % des produits revendus comme 3-MMC en contenaient réellement, 40 % contenaient de la 3-CMC et 20 % d'autres substances. L'appellation par diminutif (« la 3 ») semble contribuer à entretenir une confusion sur la nature du produit revendu.

Les livreurs présentent la 3-MMC ou la « 3 » sur leurs catalogues via les réseaux sociaux ou par SMS alors que les sites de vente en ligne peuvent soit afficher clairement la 3-CMC, soit conserver le nom « 3-MMC » tout en indiquant que le produit qui sera envoyé sera en réalité de la 3-CMC. Ainsi, en 2022,

⁴⁰ Réalisées par l'association pour le développement de l'analyse de drogues (dite « Analyse ton prod' IdF » ou « ATPidF »).

⁴¹ Réalisées par le dispositif SINTES (système d'identification national des toxiques et des substances), porté par l'OFDT.

⁴² La 3-CMC ou 3-Chlorométhcathinone est une molécule proche de la 3-MMC (3-méthylméthcathinone), voir encadré page 34.

⁴³ Rapport d'activité 2022, à paraître.

la « 3 » désigne alors la 3-MMC pour les uns, la 3-CMC pour les autres alors que les moins érudits n'ont pas connaissance que la « 3 » est un diminutif.



Échange de sms entre 2 personnes faisant usage de cathinones (Paris, 2022).

Les personnes achetant sur internet groupent parfois leurs achats et organisent eux-mêmes la répartition des quantités achetées. Le prix plus attractif via internet (25 g pour 275 euros soit à peine plus de 10 euros le gramme, contre 30 à 40 euros le gramme en livraison) ne suffit cependant pas à convaincre les usagers de délaisser les livraisons, considérées par de nombreux usagers comme plus pratiques, évitant le risque lié au paiement par carte bleue en ligne ou les contrôles de colis par les douanes notamment.

Paradoxalement, c'est de manière concomitante à l'apparition de la 3-CMC, en lieu et place de la 3-MMC que le grand public apprend en 2022 l'existence de la 3-MMC...

La 3-CMC, qu'est-ce-que c'est ?

La 3-CMC ou 3-Chloromethcathinone est une molécule proche de la 3-MMC. Il n'existe à ce jour que peu de données sur le mécanisme d'action pharmacologique, les interactions avec d'autres drogues et la toxicité à court et long terme. Selon l'EMCDDA, les propriétés pharmacologiques de la 3-CMC semblent similaires à celles d'autres cathinones comme la 3-MMC, induisant des effets et méfaits comparables à d'autres stimulants (symptômes neurologiques, cardiovasculaires et psychiatriques). 10 cas de décès ont été rapportés par deux pays européens entre 2019 et 2021.

Représentation comparée entre la 3-MMC et la 3-CMC selon TREND IDF

Les usagers échangent sur les différences de ressentis entre ces deux molécules, entre eux et/ou avec des intervenants de RdRD. Effets et méfaits semblent similaires selon les usagers. Des effets indésirables locaux plus marqués pour la 3-CMC (« ça pique le nez », « ça brûle les veines ») sont plus souvent décrits, même si d'autres ressentent le contraire.

Ces ressentis ne sont pas accompagnés d'analyse de substances, apportant l'information pourtant essentielle sur la composition réelle des produits consommés (en nature de substance et en quantité) rendant l'analyse de ces témoignages quasi ininterprétables.

Chemsex : une pratique dont la visibilité augmente en dehors de Paris intramuros

Les données collectées auprès des CAARUD et CSAPA exerçant en dehors de Paris, en Seine-Saint-Denis mais aussi en Essonne, identifient parmi leurs files actives un nombre croissant de chemsexuels, aux profils sociodémographiques variés, venant à l'encontre de l'image caricaturale du chemsexuel parisien socialement favorisé. Parmi eux se situent des personnes aux parcours migratoires plus ou moins récents (anciens MNA, hommes originaires du Penjab) et en situation de précarité. Leurs orientations sexuelles sont souvent cachées car très stigmatisées au sein de leurs communautés.

Ces personnes sont souvent rendues visibles par leurs demandes de matériel de RdRD (kits d'injection, pipettes pour doser le GBL) et des dommages induits par leurs pratiques. Ces dommages sont d'ordre social (perte d'emploi, isolement social), sanitaire (accidents aigus avec comportements auto agressifs, perte de libido sans substance, dépendances, abcès chez les slammers⁴⁴ principalement) ou addicto-psychiatriques.

« On a eu des personnes qui ont fait des décompensations en descente, avec un mec qui s'est défenestré (non décédé) et un qui a été à deux doigts de perdre son appartement du fait de la marginalisation induite par sa forte consommation. » (Intervenant en CAARUD, Essonne)

Par ailleurs, les données ethnographiques font état de l'existence d'un « réseau » de consommateurs, certains résidant à Paris et d'autres en Seine-Saint-Denis, favorisant les rencontres sexuelles et l'accès à la « 3 ». Ce réseau présente la particularité de favoriser un mélange de populations d'horizons, d'âges et de catégories socioprofessionnelles diverses, rappelant ce qui était observé dans les bars du quartier des Halles ou dans le marais dans les années 1980, lorsque, grâce à l'arrivée du RER, il était possible d'atteindre Paris depuis la banlieue lointaine. Aujourd'hui, ces rencontres entre HSH et les mélanges de populations qu'elles permettent ne s'effectuent plus dans des bars à l'identité gay mais dans d'autres espaces de socialisation, en privé (dans des appartements) et dans le cadre de pratiques de chemsex.

Enfin, dans les espaces liés au chemsex et parmi les publics transidentitaires, l'injection intramusculaire de kétamine est une pratique qui a été nouvellement identifiée en 2022 (cette pratique était marginalement observée dans le milieu de la *free party* dans les années 2000). Consommée en association avec des stimulants, l'effet recherché est son caractère sédatif qui compenserait l'aspect stimulant des cathinones notamment. Plusieurs structures de soin ont reçu des personnes en consommant quotidiennement et se déclarant dépendant à la kétamine. Certains slammers ont également commencé à injecter en intramusculaire plutôt qu'en intraveineuse.

« La deuxième, c'est qu'on a une tendance nouvelle, chez les injecteurs qui n'arrivent plus à slamer parce que le réseau veineux est trop endommagé, à s'injecter en intramusculaire. Selon la plupart d'entre eux, les effets sont similaires, même si la montée n'est pas immédiate, ce qui pour certains est plutôt un avantage : cela donne à nouveau la possibilité de retrouver une certaine synchronisation entre partenaires, quand l'injection est devenue trop aléatoire du fait des difficultés à injecter dans les veines. » (Note ethnographique espaces festifs gay et chemsex 2022)

Le « tucibi » : mythe ou réalité ?

Depuis 2021-2022, plusieurs signaux en Ile-de-France (mais également dans d'autres sites TREND en Auvergne Rhône-Alpes et en Occitanie notamment) sont apparus à propos d'une drogue « nouvelle » ou supposée telle, le « tucibi », encore appelé « cocaïne rose » ou « pink powder ». Le premier terme

⁴⁴ Le slam désigne l'injection de produits stimulants en contexte sexuel.

est la prononciation anglophone du 2C-B, une drogue de synthèse de la famille des phénéthylamines aux propriétés psychédélics, empathogènes et entactogènes⁴⁵.

Cependant, contrairement à ce que laisserait supposer ses appellations, cette « nouvelle drogue » ne contiendrait pas de 2-CB, ni de cocaïne. Selon les analyses pratiquées sur le sol européen⁴⁶ depuis 2019, celle-ci serait un cocktail de plusieurs substances, principalement de la kétamine, de la MDMA et de la caféine, auquel il peut être ajouté d'autres substances telles que des hallucinogènes, des opiacés ou des médicaments de toutes sortes.

En France, le « tucibi » fait son apparition en 2022 sur certains « menus » de revendeurs, proposant parfois plusieurs goûts (fraise, banane, passion...), au prix de 60 à 70 euros le gramme.



Capture d'écran d'un menu de réseau proposant plusieurs variétés de « tucibi »

Par ailleurs, de rares saisies de « cocaïne rose » ont été signalées par les services d'application de la loi en 2022 :

« Nous avons entendu évoquer la cocaïne rose par des SAIP⁴⁷ parisiens qui nous appelaient pour nous dire qu'eux-mêmes en avaient entendu parler, soit encore qu'ils avaient saisi quelques grammes d'un produit qui serait de la cocaïne rose. Après analyse, il ne s'agissait pas de cocaïne, (...) les quelques rares saisies ou informations que nous avons obtenues sur la cocaïne rose indiquaient un mélange de MDMA et de kétamine, un mélange de drogues déjà connues et présenté comme un produit nouveau. » (Groupe focal application de la Loi, Seine-Saint-Denis, 2022)

En Ile-de-France, entre janvier 2019 et avril 2023, le dispositif Analyse ton prod'Idf a analysé 9 échantillons de poudres roses contenant un mélange de cocaïne et de MDMA a minima (2C-B, cocaïne, paracétamol, caféine, dyphénidramine). Ces substances pourraient avoir été revendues comme

⁴⁵ Le 2C-B a été identifié par SINTES la 1^{ère} fois en 2001 : https://www.ofdt.fr/BDD/sintes/ir_020219_2cb.htm

⁴⁶ Entre 2019 et 2021, l'organisation espagnole de RdRD Energy Control a analysé 72 échantillons de « coca rosa », contenant entre autres molécules : kétamine, MDMA, caféine, amphétamines, méthamphétamine, cocaïne, 3-MMC, lévamisole, paracétamol, etc. Seuls cinq d'entre-eux contenaient du 2-CB, à lire ici : <https://www.echelecabeza.com/tusi-tusibi/>

⁴⁷ Les services de l'accueil et de l'investigation de proximité (SAIP) assurent les missions de police judiciaire au sein des commissariats.

« tucibi » ou « 2C-B » (les entretiens de prélèvement s’effectuant oralement, il se peut que certains intervenants aient confondu les deux appellations et noté « 2C-B » lorsqu’une personne déposait un produit qu’il appelait « tucibi »).

Le site SINTES IDF avait identifié en 2020 une « pink cc » (contenant un mélange kétamine/MDMA), offert par un revendeur à sa cliente (une femme socialement insérée de 51 ans, polyconsommatrice d’alcool, tabac et cannabis) pour « tester » et « lui faire un retour sur le produit ».

Ainsi, bien qu’il soit parfois présenté comme un « nouveau » produit, le « tucibi » semble n’être rien d’autre qu’un mélange de substances existantes (principalement kétamine et MDMA). S’il a fait son apparition sur certains catalogues de revendeurs, peu de données sont disponibles à ce stade concernant sa disponibilité, ses usages et contextes de consommation.

Les logiques d’usage des benzodiazépines

Dès sa création en 2000, la coordination TREND IDF décrit des trafics et des usages hors cadre thérapeutique de benzodiazépines. Un marché de rue des médicaments est implanté à Paris dans le quartier de Barbès/Château Rouge, et, dans une moindre mesure, dans le celui de Quatre-Chemins à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. Largement décrites dans les rapports précédents, les logiques d’usages de ces substances sont variées, ainsi que les profils des personnes consommatrices. En effet, en 2022, la quasi-totalité des sources décrivent des usages de benzodiazépines qui traversent l’ensemble des espaces observés.

Logiques d’usages dans les espaces de la marginalité urbaine

Dans l’espace de la marginalité urbaine, plusieurs types d’usage sont observés. D’une part, les benzodiazépines sont consommées pour gérer et/ou adoucir la descente de stimulants (crack principalement), mais elles peuvent être également utilisées en « première intention », dans un but de « défonce ».

« Un usager déclare utiliser le Seresta^{®48} pour les descentes de crack mais aussi pour « aller chercher de la maille [argent, ndr] », un usage qui m’a jusque-là uniquement été décrit par des primo-arrivants maghrébins très précaires. Il précise qu’il ne vole pas, mais il ne veut pas me dire de quelle source de revenus il parle (revente ? prostitution ?). Autour de lui, il observe aussi une diffusion du recours aux benzodiazépines pour gérer les descentes de crack. » (Note ethnographique n°1, espace de la marginalité urbaine, Seine-Saint-Denis, 2022)

Des logiques qui diffèrent selon les profils

Dans le cas du Rivotril^{®49}, il s’agit de consommer pour « se donner du courage »⁵⁰ en début de journée ou avant de commettre des actes délictueux. Les profils observés sont des hommes d’âges variables (20 à 50 ans), principalement originaires d’Afrique du Nord, consommant également d’autres benzodiazépines (généralement Valium^{®51} et Seresta[®]) ou du Lyrica[®].

« Narbil (34 ans, ndr) alterne un jour sur deux Lyrica et Rivotril. Il explique prendre normalement un cachet de Lyrica de 300 mg le matin puis un le soir, mais certains jours il peut en prendre cinq. Il décrit le Rivotril comme étant un médicament qui lui donne du courage, et le Lyrica comme un médicament qui le calme mais lui donne aussi des difficultés pour « marcher droit » s’il le surconsomme. Comme de nombreux usagers de l’espace de la marginalité urbaine, il

⁴⁸ Seresta[®] est le nom commercial de l’oxazépam.

⁴⁹ Rivotril[®] est le nom commercial du clonazépam.

⁵⁰ Cette même logique d’usage se retrouve avec le Lyrica[®] qui n’est pas une benzodiazépine mais qui a des mécanismes d’action en partie similaires au Rivotril[®].

⁵¹ Valium[®] est le nom commercial du diazépam.

prend du Valium pour dormir. » (Note ethnographique n°1, espace de la marginalité urbaine, Paris, 2022)

Le deuxième profil observé est celui des MNA et jeunes majeurs, consommateurs également de cannabis, alcool, Lyrica®, parfois de MDMA ou de crack.

« [Ces MNA] sont originaires du Maghreb, aussi dans les mêmes parcours migratoires et les mêmes consommations de benzodiazépines et de Lyrica, mais qui vont être consommateurs de crack à fond et qu'on va voir au bus consommer, prendre des doseurs. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Enfin, des hommes d'Afrique subsaharienne font également usage d'autres médicaments (Lyrica®, tramadol), de crack, et mélangent des benzodiazépines avec de l'alcool (ce mélange est surnommé le « Guinean coffee »). Ils dénomment indifféremment « tablets » tout médicament ou comprimé, y compris d'ecstasy.

« Sur les consos, on a ce qu'on appelle le Guinean coffee, on est sur du Valium® et de l'alcool mélangé. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Une consommation à visée auto-thérapeutique

La dernière visée identifiée est auto thérapeutique (symbolisée par l'expression couramment employée par les usagers : « on se soigne ») et traduit souvent différentes formes de mal-être psychique de la part des consommateurs (angoisses, états dépressifs, stress).

« Au-delà des effets recherchés immédiats, Narbil explique consommer ces différents produits pour oublier ces problèmes personnels liés à son statut de sans-papier et la précarité qu'il traverse actuellement (manque d'argent, dormir à la rue, ne pas trouver de travail...). » (Note ethnographique n°1, espace de la marginalité urbaine Paris, 2022)

Logiques d'usages dans les espaces festifs

Dans les espaces festifs, principalement alternatifs (*free-parties*, *teknivals*), les benzodiazépines sont utilisées pour gérer la descente de stimulants (cocaïne, amphétamines, MDMA, cathinones...) ou de substances hallucinogènes (LSD...), et/ou trouver le sommeil après une soirée/session de consommation de stimulants.

« Un usager considère que les benzodiazépines permettent d'adoucir énormément la descente de cocaïne, transformant un moment désagréable en quelque chose d'au contraire très agréable. Un autre témoin n'en consomme pas lui-même mais déclare connaître des gens qui en consomment en descente de stimulants. Pour lui c'est tout de même une pratique très minoritaire et qu'il associe aux gros consommateurs ainsi qu'aux free-parties. (...) Une intervenante confirme que, selon elle, la part des consommateurs de stimulants (particulièrement les « gros » consommateurs de cocaïne et d'amphétamines) consommant des benzodiazépines en descente est difficile à estimer mais qu'elle n'est pas négligeable. » (Note ethnographique n°2, espaces festifs IDF, 2022)

L'apparition des « trip killer »

Dans ces mêmes espaces festifs, une nouvelle logique d'usage a été observée en 2022, dénommée par des usagers et intervenants (citant notamment des sites internet de revente) « trip killer » ou « trip stopper ». Celle-ci diffère de la logique précédemment citée : plutôt que d'adoucir la descente, il s'agit explicitement de stopper un « bad trip » :

« Une intervenante ajoute avoir entendu parler plusieurs fois cette année de « trip killers » ou de « stop trip ». Il s'agissait soit de personnes au stand qui lui demandaient ce qu'elle pensait de l'efficacité de pilules vendues sous ces appellations par des sites commerciaux, soit de personnes cherchant des « trip killers » pour un ami en bad trip... Elle précise également que certaines des personnes avec lesquelles elle a pu échanger considèrent que les meilleurs « trip killers » sont des benzodiazépines. » (Note ethnographique n°2, espaces festifs IDF, 2022)

Annexes

Annexe 1 : Glossaire

ARS :	Agence régionale de santé
BSP :	Brigade des stupéfiants de Paris
CEIP-A :	Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacovigilance et l'addictovigilance
<i>Chemsex</i> :	Le chemsex désigne les pratiques sexuelles sous l'emprise de substances psychoactives
CJC :	Consultation jeunes consommateurs
CAARUD :	Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques liés à l'usage de drogues
CSAPA :	Centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie
CT :	Communauté thérapeutique
ELSA :	Equipe de liaison et de soin en addictologie
Equivalent base : (teneur en)	Teneur ou pourcentage en équivalent base : correspond à la teneur ou au pourcentage de la molécule sous sa forme chimique de base libre.
HSH :	Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes
IFI :	Inter-CAARUD festif d'Ile-de-France
LPS :	Laboratoire de police scientifique
MNA :	Mineurs non accompagnés
Modou (ou moudou) :	Terme issu du wolof (langue parlée notamment au Sénégal) qui signifierait « petit négociant », désignant les revendeurs de crack de rue, fréquemment originaires d'Afrique de l'Ouest
MSO :	Médicament de substitution aux opioïdes
NPS :	Nouveaux produits de synthèse
PUD :	Personnes usagères de drogues
RDRD :	Réduction des risques et des dommages. La politique de réduction des risques et des dommages en direction des usagers de drogue vise à prévenir la transmission des infections, la mortalité par surdose par injection de drogue intraveineuse et les dommages sociaux et psychologiques liés à la toxicomanie par des substances classées comme stupéfiants (site du Ministère de la santé et de la prévention)
SAU :	Service d'accueil des urgences
<i>Sexeurs</i> :	Expression désignant les personnes HSH pratiquant le <i>chemsex</i>
SCL :	Service commun des laboratoires
SCMR :	Salle de consommation à moindre risques
TREND :	Tendances récentes et nouvelles drogues

Annexe 2 : liste des institutions auditionnées

CAARUD et structures d'accueil de première ligne

CAARUD Aides Les Halles (Paris)
CAARUD Aurore 93 (Aulnay-sous-Bois).
CAARUD Aurore EGO : Centre d'accueil, STEP, équipe mobile (Paris)
CAARUD Boréal (Paris)
CAARUD Freessonne (Juvisy)
CAARUD Nova Dona (Paris)
CAARUD Proses (Montreuil)
CAARUD Proses (Saint-Denis)
CAARUD Sida Paroles (Colombes)
CAARUD Yucca (Bondy)
CAARUD/HSA-SCMR Gaïa (Paris)
CAARUD Oppelia Charonne : B10 Beaurepaire, B18 Binet, Espace femmes (Paris)
Espace de repos de Porte de la Chapelle (EGO/Gaïa, Paris)

CSAPA, structures d'addictologie, associations ou services en lien avec les usages de drogues et PUD

CEIP-A de Paris
Centre de santé sexuelle Le 190
CMP La Courneuve,
CSAPA Agata/Aporia (Nanterre et Gennevilliers)
CSAPA ANPAA Evry-Courcouronnes
CSAPA Association Ressources Arpajon
CSAPA Boucebci/Hôpital Jean Verdier (Bondy)
CSAPA Chimène (Issy-les-Moulineaux)
CSAPA Espace Murger (Hôpital Fernand Widal)
CSAPA et Communauté thérapeutique Aurore 93 (Aubervilliers)
CSAPA Gaïa Paris
CSAPA La Mosaique (Montreuil)
CSAPA Le Corbillon (Saint-Denis)
CSAPA Liberté (Bagneux)
CSAPA Marmottan
CSAPA Oppelia Etampes et Evry-Courcouronnes
CSAPA Rabelais CaPASSité (Montreuil)
CSAPA Trait d'union (Boulogne Billancourt)
CSAPA Valjean (Montfermeil),
CTR Clamart
ELSA de la Pitié-Salpêtrière
ELSA Kremlin-Bicêtre
Laboratoire de pharmacologie toxicologique de l'hôpital Raymond Poincaré (Garches)
Le Spot (Aides)
Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93
SAU de la Pitié-Salpêtrière
Service d'addictologie de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière
Unité fonctionnelle d'addictologie de l'Hôpital Robert Debré

Structures RdRD intervenant en milieu festif

Analyse ton prod' IDF (Oppelia Charonne/Sida Paroles)
B4 (B10 Oppelia Charonne)
Fêtez clairs
IFI (Inter-CAARUD festif d'IDF)
L'amicale
Techno Plus

Services d'application de la Loi

Brigade des Quartiers Sensibles de Paris
Brigade des Quartiers Sensibles de Seine-Saint-Denis
Brigade des sapeurs-pompiers de Paris
Brigade des stupéfiants
Cabinet du préfet de Seine-Saint-Denis
Circonscriptions de sécurité publique (CSP) d'Aubervilliers, St-Ouen, Aulnay-sous-Bois, Pantin, Villepinte
Circonscriptions de sécurité publique (CSP) des 18^{ème} et 19^{ème} arrondissement de Paris
Direction départementale de sécurité publique de l'Essonne
Direction du service de la police judiciaire d'Evry
Direction du Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Essonne
Direction régionale des douanes de Paris
DSPAP – Direction de la sécurité de l'agglomération parisienne
Etablissement public territorial Grand Paris – Grand Est
Groupement de gendarmerie départemental de l'Essonne
Inspection des finances publiques de Seine Saint Denis (Brigade de contrôle et de recherche - BCR93 et brigade de recherche systématique - BRS93)
Commissariats de Gagny et de Montreuil
Laboratoire de police scientifique de Paris
Parquet du Tribunal judiciaire d'Evry
Police de sécurité publique (PSP) de Drancy
Préfecture de police de Paris
Préfecture de Seine-Saint-Denis
Service commun des laboratoires
Service communal d'hygiène et de santé de La Courneuve et d'Aubervilliers
Services des Douanes Sûreté territoriale de Seine Saint Denis

Annexe 3 : Citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliquées dans les trafics

Réseau albanais, usagers originaires des pays de l'Est, usagers géorgiens, personnes originaires d'Afrique Sub-saharienne ou maghrébines... Citer les origines géographiques, nationales ou culturelles des personnes est une question délicate, au regard du risque de stigmatisation d'une population et de l'utilisation des informations à d'autres fins que celles, scientifiques, de l'auteur et du cadre de sa recherche, notamment par un traitement extérieur idéologique, politique ou médiatique.

La restriction en France des statistiques ethniques (ou dites raciales/de la diversité) et de la collecte de données liées à l'origine des individus est ainsi sensée prévenir le risque de l'identification/assignation communautaire, de la stigmatisation, voire de la justification de diverses formes de xénophobie, qui plus est lorsque les données portent sur des pratiques illégales comme l'usage ou la vente de drogues. Cette option est néanmoins controversée : il lui est reproché une forme de cécité, voire de démagogie, dont l'effet est d'invisibiliser des enjeux d'inégalité de statuts et de conditions de vie dans la société française et la discrimination que ces communautés subissent.⁵²

« *Responsabilité des chercheurs dans la propagation des stéréotypes forgés par le sens commun* » versus « *responsabilité des chercheurs dans l'invisibilité d'une question sociale...* »⁵³, la démarche est donc délicate et expose « *à des difficultés nombreuses, dont la principale réside dans l'impossibilité de développer un vocabulaire autonome distinct de celui produit par les stéréotypes et préjugés* »⁵⁴. Les questions que ces processus de catégorisation soulèvent (Pourquoi tel groupe est-il désigné/se désigne-t-il à partir de ses origines ? Qui le nomme ainsi ? Dans quel contexte ? Quelles historicités de ces désignations ? etc.) sont essentielles à envisager, mais ne pourraient guère faire l'objet d'une investigation suffisamment approfondie dans le cadre du dispositif TREND.

L'engagement éthique des contributeurs du dispositif TREND doit être souligné. En mentionnant parfois dans ce rapport certains données sensibles, comme l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle, des usagers ou personnes impliquées dans les trafics, telle qu'elle est énoncée par les enquêtés (usagers ou professionnels), notre but n'est pas de concourir à la discrimination de quelques communautés que ce soit. À l'inverse, il nous semble important au sein de TREND de rendre compte des communautés qui se trouvent impliquées dans des usages et des trafics, lorsqu'elles apparaissent comme saillantes dans les observations et les entretiens réalisés, tout en les rattachant aux conditions de vie très souvent précaires, aux formes d'exclusion socio-économique et de discriminations (à l'emploi, par exemple) que ces communautés subissent. Ces processus d'exclusion et ces discriminations peuvent en effet concourir à des choix de subsistance limités (notamment l'engagement dans des économies parallèles) et à des pratiques d'usage de substances psychoactives. De plus, l'organisation de réseaux de trafic au sein de communautés de même origine nationale ou géographique s'explique également par la confiance nécessaire entre les membres d'un réseau menant des activités illégales (du fait notamment du risque de répression). Ces liens sont facilités au sein de structures familiales et de groupes communautaires, notamment lorsque ceux-ci sont déjà constitués comme espace de solidarité et d'organisation collective pour faire face à la précarité, qui

⁵² Voir à ce sujet : Fassin E., « Comptage ethnique : un débat confus et paradoxal », article publié dans *Le Monde*, le 18 avril 2009 ; Patrick Simon, Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de « race », *Revue française de sociologie*, vol 49, 2008, pp 153-162 ; Geisser V., « "Statistiques ethniques", statistiques éthiques ? », *Migrations Société*, vol. 114, no. 6, 2007, pp. 3-11.

⁵³ Simon P., « Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de race », *Revue française de sociologie*, vol 49, 2008, p153.

⁵⁴ *Idem*.

plus est dans les quartiers populaires. Néanmoins l'implication dans le trafic ne résulte pas toujours de dynamiques communautaires et peut également s'inscrire dans des stratégies de survies matérielles propres aux personnes en situation de précarité.

Ainsi, consommation de produits et parcours migratoire peuvent aller de concert : la première peut constituer une stratégie de survie ou d'adaptation à des conditions d'existence particulièrement difficiles qui ont initié la migration ou ont été générées, renforcées, et aggravées par elle. Réinscrire les usagers dans ce contexte de vie spécifique apparaît comme une exigence pour proposer une vision fine et dynamique du phénomène.

Annexe 4 : le crack, une singularité parisienne

Le crack, forme fumable de la cocaïne⁵⁵

Le crack est une des appellations de la forme fumable (base) de la cocaïne. En effet, la cocaïne sous sa forme de sel (chlorhydrate) nécessite une transformation préalable afin d'être vaporisée. En effet, la température de vaporisation de la cocaïne sous forme chlorhydrate étant élevée et proche de son point de combustion, celle-ci sera totalement ou partiellement dégradée avant d'être vaporisée, d'où la nécessité d'une transformation préalable de la cocaïne destinée à être fumée.

Alors que la forme sel est une poudre soluble dans l'eau, la forme base (crack) est solide et insoluble dans l'eau. Elle est obtenue à partir de la forme sel, par l'adjonction d'une solution aqueuse basique, généralement de l'ammoniaque ou du bicarbonate de soude. Ce mélange est ensuite chauffé jusqu'à ce que la cocaïne précipite. Des gouttes visqueuses apparaissent alors à la surface de la solution. En séchant, celles-ci se solidifient pour donner un produit qui a l'aspect d'un caillou blanchâtre. Cette opération se fait en quelques minutes et ne nécessite qu'un peu d'eau, la base choisie (ammoniaque ou bicarbonate), un récipient, un ustensile pour mélanger, et une source de chaleur.

Comme l'a déjà observé le dispositif TREND en Ile-de-France^[1], le crack disponible à Paris serait majoritairement « cuisiné » avec du bicarbonate de soude, tandis que l'ammoniaque serait préférée lorsque l'utilisateur base lui-même la cocaïne. Le « basage » à l'ammoniaque serait plus facile à réaliser pour des petites quantités de cocaïne. La couleur du caillou obtenu va du blanc au jaune-brun. On nomme « crack » le produit basé vendu tel quel sur le marché, tandis que l'appellation « base » ou « free base » est généralement employée lorsque les personnes qui basent elles-mêmes la cocaïne.

Lorsque le produit est fumé, ses effets sont rapides, puissants et courts. À ce « flash » décrit comme euphorique et stimulant succède, après quelques minutes, une « descente », un état très désagréable et violent mêlant sentiment d'angoisse, d'irritabilité ou d'anxiété. Ces effets entraînent chez le sujet une envie irrésistible de renouveler la prise, ce qui fait du crack une drogue particulièrement addictive. Le crack, tout comme la cocaïne, n'induit pourtant pas de syndrome de sevrage physique à proprement parler comme c'est le cas avec les opioïdes. En effet, comme le rappelle Tim Boekhout van Solinge, « *les effets visibles d'une drogue sont souvent attribués à ses propriétés pharmacologiques, en négligeant le contexte social dans lequel la drogue est utilisée. Avec le crack, il n'est d'ailleurs pas question de dépendance physique ; pourtant, la "descente" peut être si violente pour certains usagers que la peur de la subir peut engendrer une dépendance psychique.* »^[2]

Du fait du caractère compulsif de la consommation de crack, il n'est pas rare que des usagers parmi les plus problématiques consomment pendant plusieurs jours, sans dormir et jusqu'à épuisement. Aussi, contrairement à une idée répandue et liée à son image de « drogue du pauvre », le crack coûte très cher aux personnes qui en consomment de façon régulière, parfois jusqu'à plusieurs centaines d'euros par jour, d'où la nécessité pour les usagers d'accéder à des ressources économiques comme ils le peuvent, impliquant, bien souvent, leur inscription dans l'économie informelle. La nature compulsive de la consommation de crack entraîne également une proximité entre les lieux de vente, de consommation, et de recours à des activités telle que la prostitution. Cette proximité structure profondément la scène de crack parisienne.

⁵⁵ Cette annexe est issue de Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2019*, Oppedia Charonne/OFD, 2020. Les données ont été réactualisées en 2022.

L'arrivée du crack en France

Le crack trouve son origine dans les Antilles, plus précisément en Jamaïque au sein du mouvement rastafari au tout début des années 1980^[3]. Les cartels colombiens producteurs de cocaïne sont alors à la recherche de nouveaux intermédiaires pour approvisionner le marché nord-américain et vont se tourner vers les milieux déjà marqués par le trafic de marijuana. Des membres des « posses », gangs nés dans les ghettos de Kingston dans les années 1970, s'adonnent petit à petit au basage de la cocaïne, lui appliquant une technique importée d'Amérique du sud et qui consiste à purifier la « pasta » ou pâte de cocaïne avec de l'éther pour obtenir de la cocaïne base. Cette technique était déjà connue de quelques amateurs de cocaïne au début des années 1970 aux Etats-Unis^[4]. De la Jamaïque, le crack se diffuse vers les autres îles caribéennes, dont les Antilles françaises à partir de 1983-1984. Il fait son apparition à Paris vers 1986-1987 au sein de la communauté antillaise, qui importe son savoir-faire pour transformer la cocaïne en crack.

À Paris, le trafic et la consommation de crack concerne jusqu'en 1990 des petits groupes d'antillais marginalisés, originaires de la Guadeloupe et de la Martinique. Le crack est fabriqué, vendu et consommé dans des squats du 18^{ème} et du 19^{ème} arrondissement. On le nomme « caillou » ou « crack antillais », pour le différencier du crack dit « américain », dont l'épidémie sévit aux Etats-Unis à partir de 1985^[5]. Cette fausse distinction semble avoir perduré jusqu'en 1993-1994, et aurait contribué à favoriser l'implantation du produit, ouvrant un nouveau marché pour la cocaïne. Echo intéressant, des usagers évoquent régulièrement la présence sur le marché d'un « crack antillais » qu'ils distinguent du « crack sénégalais ».

Dissémination de l'offre

Une phase d'augmentation importante de la vente et de la consommation est observée entre 1990 et 1993^[6]. Les lieux de vente attirent des consommateurs et consommatrices d'héroïne et des prostituées, et le trafic passe progressivement aux mains de revendeurs originaires d'Afrique de l'ouest, ceux qui quelques années plus tard seront désignés comme les *modous*. La place Stalingrad devient la plus importante « scène ouverte » de crack^[7], et chaque nuit plusieurs centaines de personnes viennent s'y approvisionner et consommer sur place, si bien qu'en 1993 des riverains se mobilisent pour dénoncer le phénomène et réclament une présence des forces de l'ordre renforcée. Dans les rues adjacentes de Tanger, d'Aubervilliers, Riquet ou l'avenue de Flandres circulent chaque jour des centaines d'usagers. En octobre 1994, 2 000 personnes manifestent devant la Rotonde de Stalingrad devant une banderole « non à la drogue », face aux caméras de télévision. La répression s'accroît sur les usagers, la mairie décide l'installation de forains près du site, le tout contribuant à l'éparpillement progressif de la « scène » et créant de fait de nouveaux points de fixation : on observe à partir de cette année-là une dispersion des scènes de rue vers les quartiers voisins de la Goutte d'Or, de la Chapelle, les gares du Nord et de l'Est, Strasbourg-Saint-Denis, ainsi que les lignes 12 et 4 du métro.

Les scènes de crack se dispersent, se forment et se déforment au gré des interventions des forces de l'ordre. En 2001-2002 les usagers de crack se retrouvent de nouveau en nombre important dans le quartier de Stalingrad, provoquant une nouvelle mobilisation des riverains, organisés en Collectif anti-crack (CAC). Fortement médiatisé, le mouvement organise la « tournée des pères de famille de Stalingrad », en pleine période d'élections municipales, qui lui donne une importante couverture médiatique^[8]. Les tensions sont de plus en plus vives, et le collectif obtient l'intervention des forces de l'ordre, qui provoque une nouvelle fois la dispersion des usagers.

La revente et la consommation de crack se sont également déplacées vers la banlieue, principalement autour de la gare RER de Saint-Denis. Plus récemment, le démantèlement en 2014 par les forces de l'ordre d'un important point de vente à la cité Reverdy dans le 19^{ème} arrondissement a provoqué une reconfiguration du paysage du trafic et des scènes de consommation de crack : une reprise du trafic par des vendeurs de type *modou*, un report par effet de vases communicants vers des sites déjà installés comme à la Porte de la Chapelle, et un investissement plus marqué du métro parisien^[9].

Le repli des vendeurs de crack et des usagers dans le métro n'est pas un phénomène nouveau : dès le début des années 2000 des transactions et scènes de consommation pouvaient y être observées par le dispositif TREND^[10]. Ingold et Toussirt^[11] évoquent quant à eux des regroupements dès 1988-1989 sur une partie importante de la ligne 9 entre les stations République et Nation, puis sur les lignes 5, 7, 7 bis dans les stations Jaurès, Stalingrad, Riquet, Laumière et Botzaris, sur les lignes 11 et 2 entre Belleville et Place de Clichy, et enfin en 1994 dans le nord des lignes 12 et 4 à la suite du démantèlement de la scène de Stalingrad. Ceci montre bien l'ancienneté du phénomène, bien que celui-ci fasse l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics à partir du tournant 2017-2018.

On observe ainsi depuis le début des années 2000 une forme de chronicité du phénomène, ponctuée de « crises » récurrentes ou moments de « paniques morales »^[12] lors desquelles les usagers sont expulsés des squats, les médias redécouvrent le sujet, dont les personnalités politiques s'emparent pour des raisons diverses et avec des objectifs parfois contradictoires, et qui donnent parfois lieu à des réponses publiques situées entre répression et actions médico-sociales. Le nouveau « plan de lutte contre le crack » adopté en mai 2019 intervient précisément dans ce contexte.

Diffusion de l'usage et nouveaux profils d'usagers

Outre l'extension et la dissémination de la vente de crack, on assiste depuis quelques années à une extension de l'usage et de sa visibilité^[13]. L'estimation la plus récente de l'OFDT fait état d'une hausse du nombre de personnes usagères de crack et de free base en France métropolitaine, de 12 800 individus en 2010 à un peu plus de 27 000 en 2017^[14]. Cet accroissement est d'autant plus notable que Paris et l'Île-de-France concentrent la majorité de ces personnes. L'extension des usages et leur visibilité croissante est confirmée par toutes les sources du réseau TREND ces dernières années, à Paris ainsi qu'en banlieue et parfois au-delà, comme à Compiègne^[15].

Cette hausse de la disponibilité se traduit également par une diversification des profils depuis le début de la décennie, notamment avec une part croissante de personnes socialement insérées voire très insérées et qui ne fréquentent pas ou peu les structures de première ligne. Aussi, « la porosité entre les trafics de différentes substances, la disponibilité croissante et l'hyper accessibilité du crack constituent des facteurs qui ont favorisé, depuis le début de la décennie, l'extension des consommations à des populations plus diverses que celles habituellement observées »^[16]. Ainsi, on observe des profils très variés : les fumeurs africains ou caribéens très précarisés et désocialisés, des jeunes en errance, des personnes semi-insérées qui consomment le produit occasionnellement, parfois issus du milieu techno alternatif, des personnes précaires européennes de 40 à 60 ans qui ont un long parcours de consommation d'opiacés derrière elles, et des personnes insérées de catégories socioprofessionnelles supérieures. Cette diversification s'est accélérée récemment, et on compte depuis quelques années des personnes originaire d'Europe de l'Est, notamment de Géorgie.

Modes de consommation, produits associés

Le crack est majoritairement fumé, le plus souvent à l'aide du Kit-base[®] mis à disposition par les associations de réduction des risques. Celui-ci comprend un tube en pyrex, deux embouts en silicone,

un filtre en inox alimentaire et une dosette de crème cicatrisante. Deux autres outils sont également distribués en complément du kit : une petite lame et une baguette en bois permettant de positionner le filtre.

Les usagers déposent la quantité de crack qu'ils souhaitent consommer sur le filtre placé à l'extrémité du tube maintenu à la verticale, puis le font fondre à l'aide d'un briquet afin de le « coller ». Le produit peut alors être vaporisé et inhalé comme avec une pipe ordinaire. Le filtre est parfois brûlé préalablement afin d'éliminer les résidus de fabrication et d'éviter un goût indésirable. Quelques usagers utilisent un tube coudé, distribué marginalement par quelques associations en Ile-de-France. L'usage de pipes artisanales, « bangs » ou canettes métalliques est également marginal, et concerne principalement les usagers qui basent eux-mêmes la cocaïne. Le basage du chlorhydrate de cocaïne semble rare parmi les usagers précaires, en effet il nécessite des manipulations supplémentaires et suppose d'avoir accès (financièrement et géographiquement) à la cocaïne. Cette pratique semble ainsi réservée aux usagers semi-insérés ou insérés, à Paris comme en Seine-Saint-Denis, mais serait de plus en plus délaissée. La forte disponibilité et accessibilité du crack à Paris pourrait expliquer ce phénomène. Enfin, la récupération de l'huile, résidu qui se dépose sur la paroi interne du tube lors des vaporisations successives du produit, s'effectue à l'aide de tampons alcool essorés ou simplement en chauffant le tube. Celui-ci est ensuite fumé de la même manière que le crack, et plus rarement injecté.

Si le crack est très majoritairement inhalé, la pratique d'injection n'est pas marginale chez les plus précaires. Celle-ci a été rendue visible notamment par l'ouverture de la salle de consommation à moindre risque, dans laquelle un tiers des consommations de crack étaient réalisées par voie intraveineuse en 2017^[17]. Les personnes pratiquant l'injection de crack sont majoritairement originaires d'Europe de l'Est, mais il peut également s'agir de jeunes en errance ou d'individus plus âgés qui consommaient auparavant de la cocaïne par voie injectable.

Le crack n'est pas soluble dans l'eau, il est donc nécessaire d'y adjoindre un acide. L'utilisation des sachets unidoses d'acide citrique ou ascorbique distribués par les associations est désormais largement acceptée par les usagers, plutôt que le citron qui présente des risques bactériens. Lorsqu'il est injecté, le crack est parfois associé à un médicament opioïde : méthadone, Skenan[®] et plus rarement le Subutex[®]. Selon les usagers, le médicament a pour fonction dans ce cas d'atténuer les effets secondaires désagréables du crack. D'autres recherchent spécifiquement les effets simultanés des deux produits mélangés, qu'ils nomment avec humour « *speedball* du pauvre » ou « *speedball* Gare du Nord ». De manière générale, les produits de régulation utilisés après la consommation de crack pour mieux supporter les désagréments de la descente et les effets secondaires (anxiété, paranoïa, hallucinations...) sont les benzodiazépines, les médicaments opioïdes, l'alcool et le cannabis.

Références

^[1] Pfau G., Cadet-Taïrou A., *Usages et vente de crack à Paris. Etat des lieux 2012-2017*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, 2018.

^[2] Boekhout van Solinge T., *L'héroïne, la cocaïne et le crack en France. Trafic, usage et politique*, Centrum voor Drugsonderzoek, Universiteit van Amsterdam, 1996, p. 201.

^[3] Marchant A., « L'arrivée du crack en France, entre fantasmes et réalités », *SWAPS*, n°70, 2013.

^[4] Kempfer J., « Petite histoire du crack », *SWAPS*, n° 39, 2005.

^[5] Bourgois P., *En quête de respect. Le crack à New York*, Seuil, 2001 (1995).

^[6] Ingold F-R., Toussirt M., *La consommation de crack à Paris : état des lieux, tendances en cours*, Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance, 1997.

- [7] Doubre O., « La scène du crack. Lieu de vente, de consommation, d'affrontement », *Vacarme*, n°23, pp. 115-119, 2003
- [8] Doubre, O., *ibid.*
- [9] Pfau G., Cadet-Taïrou A., *Usages et vente de crack à Paris. Etat des lieux 2012-2017*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, 2018
- [10] Halfen, S., Grémy, I., « Les consommations de cocaïne et crack/free base, exploration spécifique », *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2004. Tendances récentes sur le site de Paris*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, ORS Ile-de-France, 2005.
- [11] Ingold F-R., Toussirt M., *op. cit.*
- [12] Cohen S., *Folk devils and moral panics*, Mac Gibbon and Kee, 1972.
- [13] Pfau G., Cadet-Taïrou A., *op. cit.*
- [14] OFDT, *Drogues et addictions, données essentielles 2019*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, 2019.
- [15] Cadet-Taïrou A., Gandilhon M., Martinez M., Néfau T., Milhet, M, « Substances psychoactives, usagers et marchés : les tendances récentes (2015-2016) », *Tendances*, n°115, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, 2016.
- [16] Pfau G., Cadet-Taïrou A., *op. cit.*, page 22.
- [17] Avril E., « Espace Gaia, first DCR in Paris since October 2016. First results and perspectives », *Drug infectious related meeting, Lisbon, 27 june 2017*, EMMCDDA, 2017.

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé au dispositif TREND Ile-de France en 2022, et en premier lieu les responsables d'observations ethnographiques, Elisa JUSZCZAK, Vincent BENSO et Tim MADESCLAIRE. Leur travail constitue un élément déterminant de ce dispositif.

Merci aux usagers qui nous ont fait confiance et dont les contributions lors des entretiens individuels et collectifs sont essentielles pour développer les analyses présentées dans ce rapport. Nous remercions également pour leur précieuse collaboration au dispositif TREND les équipes des structures intervenant auprès des usagers de drogues, et particulièrement celles qui ont participé cette année aux entretiens collectifs CAARUD (Aides Les Halles, Aurore 93, Aurore EGO, Boréal, Freessonne, Gaïa Paris, Nova Dona, Oppelia Charonne, Proses, Sida Paroles, Yucca), ainsi que tous les acteurs de terrain sans qui ce rapport ne pourrait exister (participants aux groupes focaux, collecteurs SINTES, professionnels du champ médico-social et intervenants RdRD).

Merci aux participants des groupes focaux sanitaires qui apportent chaque année des éléments fondamentaux pour décrire les phénomènes récents liés aux drogues. La régularité de leur participation contribue grandement à l'élaboration des tendances.

Merci aux dispositifs « Fêtez clairs », Inter-CAARUD festif d'Ile-de-France (IFI), « Analyse ton prod' Ile-de-France » (ATPidF), Techno Plus, le Spot Beaumarchais (Aides) pour leur participation et l'intérêt qu'ils portent au dispositif TREND.

Merci aux intervenants et structures du département de l'Essonne qui nous ont grandement aidés cette année pour étendre nos investigations à ce nouveau territoire, et particulièrement Laure GITZHOFFEN, Alexandre MAINBOURG, Fabienne POURCHON et Audrey VIENOT.

Nous remercions l'ensemble des participants aux groupes focaux des acteurs de l'application de la loi.

Nos remerciements vont également à la préfecture de la région d'Ile-de-France, à la préfecture de Paris et à Christophe NOËL DU PAYRAT, directeur de cabinet du préfet de la région d'Ile-de-France et chef de projet MILDECA de PARIS, Christophe AUMONIER, directeur adjoint, et Magali CHARBONNEAU, directrice de cabinet du préfet de police de Paris. Merci à Léa BEHR, cheffe du pôle MILDECA au cabinet du préfet de région, ainsi que Lise VIGNOLES, chargée des dossiers au sein du pôle, pour leur aide précieuse dans la mise en place du groupe focal « application de la loi » à Paris.

Merci à Catherine BRUSAFERRO, procureure adjointe au tribunal de Bobigny pour son indispensable soutien dans l'organisation du groupe focal « application de la loi » en Seine-Saint-Denis. Merci également à Cyrille ALAVOINE, directeur du cabinet du préfet de l'Essonne ainsi que Sophie FONSECA, adjointe au chef du bureau de la sécurité intérieure et de l'ordre public à la Préfecture de l'Essonne, pour son implication dans la mise en œuvre du premier groupe focal « application de la loi » dans ce département.

Nous remercions également l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France pour son financement qui a permis d'étendre le dispositif parisien aux départements de Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et de l'Essonne. Nous remercions particulièrement Delphine VILAIN, Jean-Baptiste ECCEL et Caroline FRIZON, de la Direction de la Santé Publique, Département personnes en difficultés spécifiques, addictions.

Merci à Thibaud WILLETTE, directeur de la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques (MMPCR) au Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et à Aurélie DESIMEUR-MAYSOUNAVE, cheffe de projet, pour l'aide qu'ils nous ont apportée.

Merci à Françoise PILLON de la société Lire et écrire pour la qualité de ses comptes-rendus et son implication, ainsi qu'aux personnes en charge des retranscriptions au sein de la société Ubiquus et tout particulièrement à Ulysse ROSATI.

Un grand merci à l'association Oppelia Charonne pour son aide à la réalisation de ce rapport, et tout spécialement à sa directrice Catherine PEQUART qui nous a soutenus et accompagnés pendant près de quinze ans. Merci également à Abdou NDIAYE, qui lui succède désormais à la direction d'Oppelia Charonne.

Enfin, nous remercions l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) qui assure la coordination nationale du dispositif TREND, relit, conseille et maquette la couverture de ce rapport, son directeur Julien MOREL D'ARLEUX, Fabrice GUILBAUD, Clément GEROME et Sabrina CHERKI. Enfin, nous adressons tous nos remerciements à Michel GANDILHON pour son soutien depuis tant d'années, nous lui souhaitons une belle retraite.



Observatoire français des drogues et des tendances addictives

69 rue de Varenne 75007 Paris

Tél : 01 41 62 77 16

e-mail : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr

Crédit photo couverture : Frédérique Million (OFDT)